

RAPPORT D'ACTIVITÉ

CGAAER

2012

Éditorial



Dès ma prise de fonction en mai 2012 dans le contexte de la réorganisation gouvernementale, j'ai fixé les objectifs à atteindre pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt françaises, conformément aux orientations générales définies par le Président de la République.

La PAC dont c'était en 2012 le cinquantième anniversaire et dont les négociations de sa réforme se poursuivront en 2013, devra permettre d'assurer la diversité de nos agricultures et la pérennité de notre élevage.

L'avenir de l'agriculture est subordonné aux nécessités de sa finalité principale, l'alimentation. L'approvisionnement de la planète dont la population ne cesse de croître, devient dépendante des conditions durables de la production et de la transformation agricoles. Pour éviter l'épuisement des ressources naturelles renouvelables, pallier les effets du changement climatique et réduire le gaspillage, l'agriculture doit aujourd'hui produire autrement en réalisant la double performance, économique et écologique.

Je souhaite à cet effet engager la France sur la voie de l'agro-écologie qui va rapidement devenir un facteur stratégique de compétitivité. Cela suppose d'enclencher une dynamique de changement au profit de nouveaux modèles de production tant sur un plan technique que social, et de fournir un important effort de recherche et de formation.

En nommant Bertrand Hervieu Vice-président du CGAAER au terme du mandat de son prédécesseur, Jacques Brulhet dont je salue ici l'action menée pendant les trois dernières années, j'ai d'emblée sollicité le Conseil général pour élaborer les premières réflexions sur la loi d'Avenir pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt, que je compte proposer à l'examen du Parlement fin 2013.

Durant cette année, le CGAAER a réalisé 424 missions d'expertise, d'audit, d'évaluation, d'inspection et de représentation, qui ont efficacement contribué à la conduite des politiques publiques de ce ministère et à la résolution des crises sectorielles comme celle qui a affecté la filière avicole avec les difficultés du groupe Doux.

Je tiens à remercier les membres du Conseil général ainsi que l'ensemble de son équipe technique et administrative pour leur engagement collectif dans la réalisation des missions qui leur ont été confiées et pour l'éclairage qu'ils ont apporté aux orientations à venir de l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt.

Stéphane Le Foll
Ministre de l'agriculture,
de l'agroalimentaire et de la forêt

Sommaire

Éditorial du ministre	3
Avant-propos du vice-président	5
Les faits marquants de l'année 2012	6
L'activité des sections	11
Les missions et les rapports	29
Glossaire des sigles	59

Avant-propos du vice-président

En succédant, en juillet dernier, à Jacques Brulhet dont je salue ici l'action à la Vice-présidence du CGAAER pendant les trois dernières années, j'ai immédiatement engagé le Conseil général dans la préparation de la loi d'Avenir pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt, conformément à la mission que m'a confiée le Ministre.

Cet important chantier s'est ajouté à l'activité programmée du CGAAER telle que décrite dans son programme de travail prévisionnel 2012. La mission ministérielle d'audit interne, créée en 2011 et dont la MIGA a la charge opérationnelle, a élaboré une charte qui établit les droits et obligations des auditeurs et des audités. Le Conseil général a renforcé le dispositif de formation de ses membres notamment en matière d'audit. Il a également réalisé un bilan de la réflexion stratégique engagée en 2008 sur son fonctionnement interne et son positionnement au sein du ministère.

Sur un plan plus conjoncturel, le CGAAER a été chargé de piloter la cellule d'appui à la filière avicole mise en place par le Ministre pour faire face aux difficultés du groupe Doux.

La première partie de ce rapport présente les principaux faits marquants de l'année relatifs à l'activité programmée comme aux événements de l'actualité survenus en cours. La seconde partie est consacrée à l'activité spécifique des sept sections qui composent le Conseil général. Dans la dernière partie, vous découvrirez le bilan détaillé des missions accomplies et des rapports élaborés.

La valorisation du travail fourni par le CGAAER a fait l'objet d'une attention renouvelée dans le cadre du dispositif de suivi des recommandations formulées dans ses rapports et de son activité de communication. Je citerai à cet égard, l'organisation d'un colloque sur la bio-économie en partenariat avec le ministère du redressement productif.

Je tiens à remercier très sincèrement chacun des membres et des personnels techniques et administratifs du Conseil général, qui contribuent au service du ministère et à l'avenir de notre agriculture et de notre alimentation.

Bertrand Hervieu
Vice-président du Conseil général de l'alimentation,
de l'agriculture et des espaces ruraux

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2012

En 2012, l'activité du CGAAER (Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux) a résulté de la mise en œuvre du programme de travail prévu pour l'année, ainsi que des événements d'actualité survenus en cours d'exercice. La préparation de la loi d'Avenir pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt en est la principale illustration. Une mission a également été chargée de piloter la cellule d'appui à la filière avicole mise en place par le Ministre pour faire face aux difficultés du groupe Doux.

Dans le cadre de son activité programmée, le Conseil général a contribué aux réflexions du ministère sur les négociations de la réforme de la PAC, la régulation des prix des matières premières agricoles, la gestion des crises de marché dans les filières animales (volailles et porcs), le Programme national de l'alimentation, le plan Écophyto, le plan Antibio 2017, les Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche... Le détail de ces informations est fourni dans les pages consacrées à l'activité des sections du CGAAER.



La Mission ministérielle d'audit interne créée en 2011 et dont la charge a été confiée à la MIGA, a élaboré une « charte ministérielle d'audit interne » conformément aux recommandations de l'IIA (*Institut of internal auditors*) qui établit le cadre de référence international de l'audit interne. Elle doit être validée par le Comité ministériel d'audit interne et signée par le Ministre.

Le renforcement des relations avec les autres Conseils généraux et Inspections générales, s'est notamment traduit par l'organisation d'un colloque sur la bio-économie en partenariat avec le ministère du redressement productif, le 12 décembre 2012 à Paris. Ce colloque intitulé « L'économie verte au service de la croissance » a réuni quelque 250 participants des secteurs public et privé de l'énergie, la chimie, l'agriculture et la forêt. Le développement en France de la bio-économie, proche de celui observé aux États-Unis, en Allemagne et au Brésil, pourrait doubler dans les dix prochaines années.

Un groupe de travail s'est livré à une évaluation des propositions élaborées en 2008 sur le projet stratégique du CGAAER, conformément à l'article 4 du décret constitutif du 10 février 2010. Elles concernent le positionnement du Conseil général, son fonctionnement collégial, le management, le recrutement, la déontologie, le programme de travail, les relations avec les autorités déconcentrées, les procédures de suivi des recommandations... La réflexion sera poursuivie pour s'inscrire dans le projet stratégique du ministère en cours d'élaboration.





*Paysage agricole dans le Gers.
Irrigation.*

La formation interne au CGAAER prend une importance d'autant plus grande que le taux de renouvellement de ses membres et la durée de leur service ont tendance à croître. Elle s'ajuste aux exigences de professionnalisation du Conseil général. En 2012, quatre-vingt trois sessions de formation ont été assurées, soit deux fois plus qu'en 2009. Elles portaient principalement sur les méthodes d'audit interne, l'évaluation des politiques publiques et les modalités d'élaboration des rapports. Le module de formation réservé aux nouveaux arrivés a encore été amélioré.

En matière de communication, le CGAAER a exploité la nouvelle charte graphique adoptée en janvier 2012 pour assurer la cohérence visuelle de ses produits de communication au profit d'une meilleure visibilité de son action. Onze numéros de la lettre d'information électronique, rebaptisée « La Lettre du CGAAER », sont parus en 2012. Elle est diffusée à près de 10 000 abonnés.



Comité de déontologie

Les membres du CGAAER exercent leurs fonctions conformément à une charte de déontologie établie par un Comité présidé par Jacky Richard, Conseiller d'État. En 2012, ce Comité a rendu deux avis, l'un sur la communicabilité des rapports, l'autre sur l'indépendance des membres.

La préparation
de la loi d'Avenir
pour l'agriculture,
l'agroalimentaire
et la forêt

AGRICULTURES PRODUISONS AUTREMENT

Le CGAAER a été chargé d'élaborer les premières réflexions sur la préparation de la loi d'Avenir pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt qui devrait être soumise au Parlement fin 2013.

L'objectif de la loi est d'ouvrir la voie à de nouveaux modèles de production conciliant performance économique et préservation de l'environnement, grâce à l'innovation technique et sociale, dans une démarche collective à l'échelle d'un territoire. C'est le projet des Groupements d'intérêt économique et écologique (GIEE).

La loi doit être introduite par le sujet de l'alimentation qui est de plus en plus soumise à des enjeux de santé publique, d'éducation et de justice sociale, conformément à la demande exprimée par les consommateurs.

Elle doit aussi répondre aux difficultés de la forêt française et de son industrie qui ne parviennent pas à compenser le lourd déficit commercial du secteur, d'un montant annuel de six milliards d'euros.

Sur un plan méthodologique, 130 des 160 membres du CGAAER, accompagnés par deux collaborateurs du Centre d'études et de prospective du ministère, se sont répartis en huit groupes de travail :

- un groupe « chapeau » consacré à l'analyse et au bilan des textes législatifs concernés depuis le traité de Rome,
- un groupe chargé de l'approche conceptuelle des « Groupements d'intérêt économique et écologique »,
- six groupes thématiques respectivement consacré à l'alimentation et l'agroalimentaire ; à l'organisation économique des producteurs ; au foncier et à l'installation ; à la forêt et au bois ; à la formation, la recherche et au développement ; et à l'outre-mer.

Chaque groupe a produit un document de synthèse structuré en attendus, enjeux et propositions législatives ou réglementaires. Un rapport final a été remis au Ministre en fin d'année.





L'ACTIVITÉ DES SECTIONS

The page features four thick, solid green horizontal bars that span the width of the page. They are positioned below the main title, in the middle of the page, and near the bottom, creating a rhythmic visual structure.

« Mission d'inspection générale et d'audit »

La mission d'inspection générale et d'audit (MIGA), première section du CGAAER, exerce désormais la fonction de *mission ministérielle d'audit interne* (MMAI). Elle a la charge de préparer le projet de programme ministériel annuel d'audit interne, de le soumettre au *Comité ministériel d'audit interne* (CMAI) et de le mettre en œuvre. Le projet de programme est élaboré en liaison avec les directions d'administration centrale, responsables de leur analyse de risques, et les sections concernées du CGAAER.

Le CMAI, créé en 2011, a adopté au cours de sa première réunion, le 21 décembre 2011, le programme ministériel d'audit interne pour 2012. Il concerne la mise en œuvre des politiques communautaires (politique agricole commune, politique commune des pêches, réglementation européenne sur la sécurité sanitaire des aliments) et des politiques nationales du ministère. La MIGA participe également à diverses missions d'audit, interministérielles ou conduites en partenariat avec d'autres administrations.

Audits de la mise en œuvre de la PAC (politique agricole commune) et de la PCP (politique commune des pêches)

AGRÉMENT DES ORGANISMES PAYEURS

Le paiement des aides communautaires, imputé au FEAGA et au FEADER, est subordonné à l'*agrément* des « organismes payeurs » par « l'autorité compétente » de l'État membre, c'est-à-dire, pour la France, les ministres chargés de l'agriculture et du budget.

Les conditions d'agrément portent sur la pertinence de l'environnement interne, des activités de contrôle, de l'information et de la communication, et du suivi mis en place par l'organisme au regard de la sécurisation de l'instruction des aides et des paiements.

Durant la phase de resserrement progressif du nombre d'organismes payeurs, passé de douze en 2005 à quatre en 2009, ceux-ci ont été audités de façon quasi-annuelle, donnant lieu à des agréments à durée limitée. En 2010, chaque nouvel organisme payeur a fait l'objet d'un audit approfondi sur les conditions d'agrément. L'ASP, FAM, l'ODARC et l'ODEADOM ont été agréés sans que les arrêtés interministériels ne comportent d'échéance.

La Commission ayant exigé que chaque État membre surveille en continu et non plus à périodicité constante le respect des conditions d'agrément, la France s'est dotée en 2010 de « l'instance de supervision des organismes payeurs » qui s'appuie sur la commission de certification des comptes (C3OP) et la MMAI.

C'est dans ce cadre qu'ont été diligentées fin 2012 deux missions CGAAER/MIGA : un audit du dispositif de *contrôle interne* pour la revue des dossiers des aides du 2^{ème} pilier de la PAC ; l'autre sur les suites à contrôles des aides FEADER non surfaciques.

Enfin, les faiblesses persistantes dans le respect des conditions d'agrément ont conduit à placer l'ODARC sous phase de "test" du 1^{er} juin 2012 au 31 mai 2013, ce qui nécessitera avant ce terme une mission préalable à la confirmation de son agrément.



Vérification sur le cadastre informatisé des déclarations des agriculteurs

AUDITS DE LA MISE EN ŒUVRE DU FEAGA ET DU FEADER

Dans le domaine de la mise en œuvre de la PAC, la MIGA a recentré ses audits en 2012 sur les éléments qui fondent *le système intégré de gestion et de contrôle* des fonds communautaires (SIGC), à savoir le *registre parcellaire graphique* (RPG) d'une part, et la *base de données nationale d'identification* [des bovins] (BDNI), d'autre part.

L'audit du RPG a permis de caractériser les forces et faiblesses du système en vigueur en France depuis dix ans. Diverses pistes ont été proposées à la DGPAAT pour renforcer l'efficacité du dispositif en vue d'assurer un meilleur contrôle administratif.

L'audit de la BDNI, qui s'inscrit dans le prolongement des audits de la conditionnalité (environnementale) réalisés dans les départements depuis plusieurs années, a permis d'établir un état des lieux de l'outil. Le rapport, remis début 2013, présente des recommandations pour venir à bout des imperfections et pour rénover la tutelle des *établissements de l'élevage* (EDE). Un audit lancé en 2012 concerne les mesures hors SIGC relevant du second pilier de la PAC. Il se poursuivra en 2013 pour renforcer les mesures de contrôle interne permettant de sécuriser les procédures mises en œuvre dans un domaine caractérisé par une grande diversité d'acteurs et de dispositifs.

La MIGA a procédé au suivi de la mise en œuvre des recommandations des audits qu'elle avait réalisés deux ans plus tôt dans ces domaines.

En 2012, la Commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) du FEAGA, à laquelle participe la MIGA pour le compte du ministère de l'agriculture, a fait effectuer 248 contrôles, soit un taux de contrôle de 27% de la population contrôlable ; ces contrôles ont porté sur un montant de 279 M€, sur lesquels les versements sont chiffrés à 2,7 M€.

FONDS EUROPÉEN POUR LA PÊCHE (FEP)

Deux membres du CGAAER participent à la fonction d'autorité d'audit de plusieurs programmes communautaires : FEP, FEDER et FSE. Leur intervention porte plus particulièrement sur l'examen du système de gestion et de contrôle du programme national cofinancé par le FEP, dont l'autorité de gestion est la DPMA. En 2012, les auditeurs de la MIGA ont effectué trois audits de système de gestion et de contrôle, en Languedoc-Roussillon, Pays-de-Loire et Haute-Normandie.

Le CGAAER est en outre chargé de désigner des auditeurs pour les contrôles annuels d'opérations du programme FEP. En 2012, trois membres du CGAAER ont contribué à la réalisation des 49 contrôles d'opération retenues au titre de l'échantillon de contrôle.

La DPMA, rattachée, depuis mai 2012, au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE), a demandé au CGAAER de poursuivre cette activité de contrôle jusqu'à fin 2013, échéance du programme communautaire en cours.

Audits relatifs à la réglementation européenne sur la sécurité sanitaire des aliments

La réglementation communautaire en matière de sécurité sanitaire des aliments (*paquet hygiène*) impose des audits dans ce domaine. Ils sont réalisés par l'unité d'audit sanitaire (UAS) de la MIGA.

Deux thèmes ont été traités au cours de l'année 2012 : la *certification export pays tiers*, et les *suites données aux inspections*. Ils ont fait l'objet de 19 rapports départementaux ou régionaux (DDCSPP ou DRAAF/SRAL), et de deux rapports nationaux faisant la synthèse des constats et recommandations en services déconcentrés et en administration centrale.

Le questionnaire (anonyme) permettant de recueillir des informations sur la prestation de l'UAS, a montré une très bonne perception par les services audités en 2011. Les enquêtes sur les thèmes 2012 seront menées au premier trimestre 2013.

Un point d'avancement des plans d'action de ces audits est fait au comité d'audit interne qui réunit deux fois par an la DGAL et l'UAS. Pour les audits conduits en 2011, le taux de réalisation des plans d'action, à la date de juin 2012, était de 75% pour le thème relatif aux *plans de surveillance et de contrôle*.

Audits sur la mise en œuvre des politiques nationales

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL D'AUDIT DES PROGRAMMES (CIAP)

En 2012, dans le cadre des ultimes travaux du comité interministériel d'audit des programmes (CIAP) menés avec les autres inspections et conseils généraux, la MIGA a participé à l'audit du dispositif de performance du programme budgétaire 206 du ministère de l'agriculture « qualité et sécurité sanitaires de l'alimentation ».

Le CIAP a accompagné dès 2003 l'élaboration des programmes budgétaires en application de la LOLF. A partir de 2012, il a passé le relais au « Comité d'harmonisation de l'audit interne » interministériel (CHAI), en application du décret du 28 juin 2011 relatif à l'audit interne dans l'administration.

AUDITS BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES

En 2012, deux audits principaux ont été conduits dans le domaine comptable et financier, l'un sur la fiabilité du processus de gestion des frais de déplacement de jurys et d'examens de l'enseignement agricole, et l'autre sur l'état du déploiement du contrôle interne comptable (CIC) dans les services déconcentrés sous la responsabilité des DRAAF.

La gestion des frais de déplacement de jurys et d'examens de l'enseignement agricole est assurée par l'application INDEXA. Le comptable public doit avoir l'assurance que la procédure INDEXA est suffisamment sécurisée. Les auditeurs ont pu conclure que, malgré des améliorations encore possibles du dispositif de contrôle interne, les contrôles effectués à chaque étape du processus permettent d'apporter cette assurance.

L'audit sur le déploiement du contrôle interne comptable (CIC) dans les services déconcentrés sous la responsabilité des DRAAF, a mobilisé six auditeurs. Les travaux ont été conduits en Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Nord-Pas-de-Calais et Rhône-Alpes, dans les DRAAF, les DREAL, les CPCM, les DDI, les DRFIP et les DDFIP. Au-delà de résultats encore en demi-teinte, l'audit a pu conclure qu'une dynamique était enclenchée. Il a mis l'accent sur les rôles respectifs du niveau central et du niveau régional dans le déploiement et l'animation du dispositif, l'importance du pilotage des ressources et la poursuite de l'amélioration des fonctionnalités du progiciel de gestion comptable Chorus.

AUDITS EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Audits de la mise en œuvre des politiques de l'eau et de la biodiversité

Le ministre chargé de l'écologie mobilise le CGEDD, le CGAAER (8 auditeurs) et, éventuellement le CGIET, pour analyser les conditions et l'efficacité de la mise en œuvre, par les services déconcentrés de l'État, des politiques et des polices de l'eau et de la biodiversité.

Au-delà de l'explicitation des pratiques régionales et départementales d'identification des risques de non conformité communautaire au regard des directives DCE, ERU, *Nitrates et Natura 2000*, l'objectif de ces audits est d'identifier les mesures prises pour la maîtrise de ces risques, et d'analyser les organisations mises en place.

En 2012, ces missions ont été engagées dans sept départements : Allier, Bouches-du-Rhône, Eure, Haute-Garonne, Landes, Marne et Vendée.

Audits de la mise en œuvre des politiques de prévention des risques naturels et hydrauliques

Il s'agit de missions commanditées par les ministres chargés de l'écologie et de l'agriculture pour analyser les conditions et l'efficacité de la mise en œuvre, par les services déconcentrés de l'État, des politiques de prévention des risques naturels et hydrauliques (inondations, incendies de forêt, avalanches, mouvements de terrain, digues et barrages, sismicité...). Elles mobilisent le CGEDD et le CGAAER.

Conformément aux objectifs du Grenelle de l'environnement, ces audits examinent également comment la prévention des risques naturels s'insère dans l'aménagement du territoire, l'urbanisme, la construction et les campings situés dans les zones à risques. Ils s'intéressent aussi au lien entre la prévention et la gestion de crise, et aux articulations entre la prévention des risques naturels et celle des risques technologiques.

En 2012, ces audits ont concerné le Cantal et l'Eure-et-Loir, ainsi que le suivi des audits réalisés dans quatre départements en 2008 (Gers, Pas-de-Calais, Haute-Saône et Saône-et-Loire) et dans onze départements en 2009 (Bouches-du-Rhône, Côte-d'Or, Dordogne, Eure, Finistère, Gard, Haute-Garonne, Gironde, Isère, Lot-et-Garonne et Tarn-et-Garonne).

CHAMBRES D'AGRICULTURE

Depuis 2008, les équipes d'audit des chambres d'agriculture effectuent chaque année l'audit des chambres départementales et régionales d'une ou deux régions. Les auditeurs se concentrent principalement sur les domaines suivants :

- la qualité et la pertinence des analyses stratégiques de l'établissement ainsi que la cohérence des orientations de son plan stratégique avec celles des autres établissements du réseau régional ;
- l'insertion de l'établissement dans le réseau des chambres d'agriculture, sa participation effective aux actions communes ainsi que son implication dans la mutualisation des moyens et ressources sous l'égide de la chambre régionale ;
- la situation financière de la chambre, la pertinence des choix budgétaires, ainsi que les dispositions prises pour réduire les éventuels déficits et améliorer les actions conduites ;
- la qualité des réflexions conduites et des décisions prises pour mettre en œuvre les modifications apportées par l'ordonnance du 2 octobre 2006, notamment en matière de construction et de présentation du budget unique, ainsi que d'organisation des services de la chambre.

En 2012, les audits ont concerné la chambre départementale de l'Aisne et la chambre régionale de Picardie, ainsi que les chambres départementales de la Drôme et de la Loire et la chambre régionale de Rhône-Alpes.



COMPTE D'AFFECTATION SPÉCIALE « DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL » (CASDAR)

Les crédits du CASDAR, d'un montant annuel de 110 M€, concourent aux actions de développement agricole et rural (programmes 775 « développement et transfert en agriculture » et 776 « recherche appliquée et innovation en agriculture »). La MIGA a la responsabilité de s'assurer de la conformité d'utilisation de ces crédits. La MIGA a effectué en 2012 l'audit des programmes menés par le CETIOM, l'ITAVI, l'ANS-GAEC, la chambre régionale d'agriculture Rhône-Alpes, les chambres d'agriculture Drôme et Loire, dans le cadre des contrats d'objectif signés par l'APCA et l'ACTA avec le ministère pour la période 2009/2013, ainsi que l'audit du projet « pôle fromager Cantal » de l'appel à projets « innovation et partenariat 2007 ».

Les recommandations formulées à l'issue de ces audits, qui confirment les observations des années précédentes, sont d'ores et déjà intégrées dans la réflexion sur le projet de plan national de développement agricole et rural (PN DAR) pour la période 2014-2020.

Autres missions d'audit

La MIGA a également participé à diverses autres missions d'audit :

- deuxième audit sur le projet de raccordement du MAAF à l'opérateur national de paye (ONP), avec le service d'audit de l'établissement ;
- audits, conjoints avec l'IGAENR, sur la capacité de deux établissements d'enseignement supérieur agricole (MontpellierSupAgro et AgroCampusOuest) à passer aux compétences et responsabilités élargies dans le cadre de la loi Liberté et responsabilité des Universités (LRU) ;
- audit, avec la section 5 du CGAAER, du système national d'appui à l'enseignement technique agricole pour favoriser son développement et accompagner son adaptation permanente aux évolutions rapides de son environnement ;
- audit financier (en cours) de l'école nationale vétérinaire d'Alfort (ENVA).
- audits interministériels de directions départementales interministérielles, pilotés par le Secrétariat général du gouvernement (SGG) : DDT et DDCSPP des Hautes-Alpes, DDCSPP des Deux-Sèvres, DDT du Doubs, DDPP des Pyrénées Orientales.

« Économie, filières et entreprises »

La section « Économie, filières et entreprises » est compétente en matière d'économie des entreprises et des filières agricoles, d'élevage, halieutiques, aquacoles et agroalimentaires, ainsi que des politiques qui y concourent. Ses activités sont réparties dans les cinq domaines suivants.

PAC et régulation des marchés

Dans le cadre de son activité de veille et de suivi de l'évolution des principaux dossiers communautaires, la section a procédé à un travail d'analyse des principaux points du dispositif proposé par la Commission pour la réforme de la PAC. Ce travail a fait ressortir la cohérence d'ensemble d'un dispositif qui s'inscrit dans le sens d'une plus forte adaptation au marché et d'une meilleure prise en compte des demandes sociétales, en particulier dans le domaine de l'environnement. Il a conduit également à s'interroger sur la capacité du dispositif proposé, malgré l'introduction de nouveaux outils, à garantir, quelle que soit l'évolution de la conjoncture dans les différents secteurs de production, des résultats acceptables en termes d'évolution des marchés et des revenus.

Au titre de l'appui aux négociateurs, une mission d'expertise a été menée sur le thème du

"verdissement" du 1^{er} pilier de la PAC. Il s'agissait, d'une part, d'établir un état des lieux de la situation actuelle en matière de surfaces d'intérêt écologique et de mesurer l'impact sur notre agriculture des propositions de la Commission dans ce domaine ; et d'autre part, d'examiner les possibilités d'élargir le champ proposé par la Commission pour les exploitations "vertes en soi", en particulier par la prise en compte du critère de la certification environnementale. Les principales conclusions de la mission ont fait l'objet d'un accueil favorable. Certaines d'entre elles figurent parmi les éléments retenus dans les documents de négociation élaborés fin 2012 par la présidence du Conseil de l'Union européenne et la Commission de l'agriculture du Parlement européen. Il s'agit notamment de la suggestion de reprendre et d'étendre la pratique française consistant à

retenir le niveau national ou régional pour le maintien des prairies permanentes, avec un suivi individuel et un seuil de déclenchement à l'échelle de l'exploitation.

Enfin, dans le cadre des travaux préparatoires au projet de loi d'Avenir, une réflexion a été engagée sur les possibilités d'articulation entre la PAC réformée et le GIEE. Nécessaire pour éviter tout malentendu avec les instances communautaires par rapport à ce concept nouveau et pour l'intégrer dans le champ des procédures de financement européennes, cette articulation est apparue comme réalisable sans difficulté majeure. D'une part, les finalités recherchées (concilier l'approche économique et environnementale, favoriser les approches collectives) sont identiques, et d'autre part, le GIEE, tel qu'il peut actuellement être envisagé, et certains outils des politiques communautaires sont assez semblables.

Filières sectorielles agricoles et industrielles

Dans le prolongement de son appui apporté en 2011 au Délégué interministériel aux IAA, la section a contribué à établir conjointement avec l'Inspection générale des finances un rapport visant à définir une stratégie publique pour les industries alimentaires. Au-delà du constat détaillé pour certaines filières, le rapport développe les thèmes du financement de l'innovation et de l'exportation, et propose de renforcer le rôle du délégué interministériel.

Sous la houlette du nouveau délégué interministériel aux IAA nommé en juin 2012, la section a apporté son appui à l'expertise de la situation de filières en crise, et en particulier la filière volaille. La section s'était d'ailleurs initialement engagée, à la demande du Ministre, dans la gestion de la transition vers une restructuration des élevages du groupe industriel de la volaille *DOUX*. La section a ainsi assuré la permanence d'une médiation pendant la période de crise

entre les éleveurs, les fournisseurs d'aliments, l'entreprise, l'administrateur judiciaire et les autorités publiques.

Dans le domaine de la médiation d'entreprise, la section a également assuré une mission de médiation pour rapprocher les points de vue des acteurs de la coopérative Terra Lacta, ainsi qu'un suivi de la mise en place d'une stratégie interprofessionnelle de la filière du lait de chèvres. Une mission de médiation entre des éleveurs laitiers et leurs entreprises dans le sud de la France a également été assurée par la section afin de faciliter la continuité de la collecte au moment de la restructuration d'entreprises. Comme en 2011, la section a assuré un suivi attentif des évolutions de certaines filières par le moyen d'une « task force » où les principaux experts des filières concernées ont été amenés à intervenir. La filière laitière a été particulièrement visée. Une mission a été menée à la de-

mande du Ministre sur la mise en œuvre de la contractualisation telle qu'elle avait été instaurée par la loi de modernisation de l'agriculture, notamment dans le cadre de la fin des quotas laitiers.

Enfin la section a apporté une autre contribution à la préparation de la loi d'Avenir engagée par le Ministre en proposant une définition du périmètre du GIEE ainsi que des adaptations des instruments d'organisation économique (organisations de producteurs, inter-professions, coopératives et contractualisation). De même elle a préparé les travaux d'une mission conjointe avec l'Inspection générale des finances, qui s'achèvera en 2013, sur les relations commerciales entre l'agriculture, l'industrie, le commerce et les consommateurs.

Exploitations agricoles

Les travaux menés s'inscrivent dans la continuité du séminaire de 2011 sur le thème « Quelles politiques publiques pour des exploitations agricoles durables ? ». Ils se sont organisés pour contribuer aux réflexions ouvertes dans le cadre de la préparation de la loi d'Avenir. Une note intitulée « *Faciliter la transmission d'entreprises agricoles durables, performantes économiquement et écologiquement* », propose une synthèse de réflexions fondées sur les travaux accomplis au CGAAER concernant les domaines suivants : la réduction de la consommation de terres agricoles, l'amélioration de la sécurité foncière et la pérennité de l'exploitation, la nouvelle donne en matière de régulation, et quelques nouvelles orientations susceptibles d'être proposées pour la politique d'installation des jeunes.

Cette synthèse s'appuie notamment sur une mission consacrée à la séparation patrimoniale entre entreprise et exploitant, et sur deux autres missions conduites simultanément qui donneront lieu à la production de rapports début 2013 :

- l'une concerne spécifiquement le portage du foncier et son financement ;
- l'autre, menée sous la forme d'une évaluation de politique publique, porte sur les instruments créés par la loi d'orientation agricole de 2006 pour faciliter la transmission hors cadre familial (fonds agricole, bail cessible, mesures fiscales en faveur de la vente à paiement différé et du maintien d'associés non exploitants dans les EARL).

Ces travaux ont permis une réflexion élargie sur la transmission des exploitations et le financement des facteurs de production. L'évaluation a également confirmé la pertinence d'études à mener en 2013, notamment sur le rôle des DPU dans les stratégies d'évolution des exploitations, ainsi que sur les éléments déterminants pour les arbitrages entre agrandissement et installation lors des transmissions.

Biomasse et utilisation non alimentaire des produits agricoles

Le CGAAER a été sollicité, conjointement avec le CGEDD et le CGIET, par la DGPAAT, afin d'analyser le concept de hiérarchisation des usages de la ressource-biomasse et de proposer des utilisations raisonnées de cette dernière. La réflexion s'est donc inscrite dans le contexte d'une transition amorcée vers une économie dé-carbonée qui donne à la biomasse une importance nouvelle. Elle pose de multiples questions sur l'équilibre entre ses usages, au premier rang desquels l'alimentation humaine, et sur la pérennité des ressources en biomasse. C'est pourquoi l'observation partagée des sources et usages de la biomasse apparaît comme un enjeu majeur. Des perspectives ont été ouvertes par l'émergence de la chimie biosourcée pour la dé-carbonation des produits et matériaux du futur, et des propositions de politique publique pour l'après 2020 ont été faites. Dans le cadre de l'examen des différents aspects de l'utilisation énergétique de la biomasse, la section a poursuivi sa participation au comité « Biomasse et biocarburant » de FranceAgriMer. Une approche des échanges internationaux des biocarburants et de leurs matières premières a été élaborée, ainsi que les bases d'un futur observatoire des utilisations de la biomasse en tant que source de matériaux et de molécules chimiques. La section a également examiné les freins au développement de la méthanisation dans le secteur agricole. Elle a fait l'évaluation des dispositifs spécifiques

prévus par la directive énergie renouvelable au profit des biocarburants issus de déchets et résidus, ainsi que l'analyse des modalités éventuelles d'extension des critères de bio-durabilité aux bio-combustibles solides, par exemple le bois. Par ailleurs, elle a proposé une feuille de route pour l'utilisation de la biomasse en Martinique, comme cela avait été fait en 2011 pour la Guyane.

Enfin, le CGAAER a organisé un colloque d'une journée, sur la bio-économie, c'est-à-dire l'économie verte pour une croissance durable. Des interventions d'experts, de témoins, d'industriels et d'institutionnels ont éclairé les enjeux, illustré les nouveaux marchés (matériaux, chimie et énergie), et mis en évidence les champs d'innovation possibles. Ce colloque a montré que la bio-économie, basée sur la transformation de la biomasse, était désormais une réalité économique.

Agriculture ultra-marine

Certaines missions relevant du CIOM ont été poursuivies durant l'année : foncier en Guyane, mise en place de contrats d'objectifs pour les chambres d'agriculture...

Le CGAAER a participé à l'élaboration du cahier des charges de l'étude sur l'évaluation et les perspectives d'évolution du POSEI pour les productions de diversification. Parallèlement à celle-ci, un audit de régularité du POSEI a été conduit.

Il a assuré le suivi de la loi de régulation économique en outre-mer, ainsi que de la mission en cours sur les conditions d'application de l'article 349 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne prévoyant la mise en œuvre de mesures spécifiques des politiques communes aux régions ultra-périphériques.

Il a activement participé à l'élaboration de propositions pour le volet agricole de la loi d'Avenir.

Il a également été proposé de regrouper dans un seul livre du code rural et de la pêche maritime les « dispositions particulières » relatives aux territoires ultramarins.

« Alimentation et santé »

Les travaux de la section « Alimentation et santé » contribuent à la conception et à l'évaluation des politiques du ministère dans les domaines suivants : la politique de l'alimentation, la sécurité sanitaire, la qualité nutritionnelle et organoleptique des aliments, la santé et le bien-être des animaux, la prévention des zoonoses, la protection des végétaux et ses effets sur l'environnement.

En 2012, l'activité de la section s'inscrit plus particulièrement dans quatre domaines prioritaires dont trois ont fait l'objet de propositions du CGAAER pour le projet de loi d'Avenir : le dispositif sanitaire, la politique publique de l'alimentation, la réduction des intrants, les maladies animales récurrentes ou émergentes.

Le dispositif sanitaire

Les réflexions engagées depuis 2008 sur la réforme du dispositif sanitaire dans le cadre de la RGPP, se sont poursuivies en 2012 par un dernier volet d'approfondissement consacré à l'optimisation du recours au réseau de laboratoires officiels de la DGCCRF et de la DGAL. Cette réflexion s'est concrétisée par la conduite d'une mission interministérielle conjointe avec l'IGA et l'IGF. Les constats effectués sur la fragilité du réseau de laboratoires des départements auxquels la DGAL a recours pour ses analyses officielles, ont servi de matière à la réflexion plus globale sur le dispositif sanitaire français qui a fait l'objet de propositions au ministre dans le cadre de la loi d'Avenir.

Dans ce domaine de réflexion sur la gouvernance sanitaire, la section a conduit des missions d'appui à la DGAL, comme la participation au comité de pilotage et à des groupes de travail sur la construction du nouveau plan stratégique de la DGAL. Elle a également contribué à un audit du système actuel sur la performance des services vétérinaires selon le référentiel international de l'OIE.



La politique publique de l'alimentation

La mission d'appui à la mise en œuvre du programme national de l'alimentation piloté par la DGAL s'est poursuivie en 2012. Elle s'est concrétisée notamment par une évaluation itinéraire de sa gouvernance et par une réflexion conjointe avec la DGAL sur son évolution. Ce travail en amont s'est traduit par des propositions pour la loi d'Avenir concernant la simplification du plan, la valorisation des actions dans les territoires en partenariat avec les collectivités et le déploiement d'un dispositif complet d'éducation des jeunes à l'alimentation et d'information des consommateurs.

La section effectue également, pour le compte du ministère, le suivi du dossier de l'inscription du repas gastronomique français au patrimoine immatériel de l'humanité (Unesco), en lien avec le ministère de la culture, avec en 2012 la désignation des villes candidates pour accueillir et piloter le chantier d'une cité de la gastronomie.

La diminution des intrants

En matière de phytosanitaires, la section apporte un appui à la DGAL depuis 2010, d'une part en prenant en charge le suivi annuel du plan Écophyto dans chacune des régions, d'autre part en présidant les comités d'évaluation des différents axes du plan. Ainsi, en 2012, l'évaluation de l'axe 2 du plan sur les systèmes de culture économes en pesticides, a été engagée.

En ce qui concerne l'utilisation des antibiotiques, la section a participé aux différents groupes de travail au sein desquels a été éla-

boré le plan Écoantibio de réduction des antibiotiques. Elle est également investie d'une mission interministérielle consacrée à l'impact des modalités de prescription et de délivrance des médicaments vétérinaires sur la consommation des antibiotiques en élevage.

L'actualité en matière de maladies animales

La section a été sollicitée sur le dossier de la tuberculose bovine pour apporter un appui aux DDCSPP particulièrement exposées à des foyers d'infection et pour élaborer des réflexions sur l'évolution de la détection de la maladie. Elle a ainsi participé à des groupes de travail pilotés par la DGAL et par la conduite de missions dans d'autres États membres.

L'actualité de 2012 a également été marquée par l'émergence d'une nouvelle maladie, la maladie de Schmallenberg, avec des actions de veille et de suivi épidémiologique de l'infection du cheptel bovin et ovin.

Plus généralement, la section conduit une mission de coordination des différents plans d'urgence élaborés par la DGAL.

La sécurité sanitaire des aliments

Dans ce domaine, la section a poursuivi ses activités pluriannuelles dans le cadre de l'appui à la DGAL en matière de bio terrorisme, de normalisation agroalimentaire, de politique des données sanitaires ainsi que sa participation au comité de pilotage sur la modernisation de l'inspection en abattoirs.

Les actions transversales

En dehors de ses missions d'appui et d'expertise dans le domaine de l'alimentation, la section apporte la ressource de ses compétences thématiques aux sections en charge de l'audit, de l'évaluation des politiques publiques, de la gestion publique et de la réforme de l'État, ainsi que des actions à l'international.



« Forêts, eaux et territoires »

La section « Forêts, eaux et territoires » est compétente dans les secteurs de la forêt et du bois ; de l'eau en lien avec l'agriculture ; des milieux naturels et de la biodiversité ; des risques liés à ces milieux ; ainsi que de l'aménagement et du développement des territoires ruraux.

L'année 2012 a été notamment marquée par l'organisation du 7^{ème} Forum mondial de l'eau à Marseille. La section, en lien avec la 7^{ème} section, a été particulièrement active dans la préparation de ce Forum. Elle a apporté une contribution majeure sur le thème de l'eau et la sécurité alimentaire, qui a donné lieu notamment à un débat de haut niveau en présence du ministre.



La forêt et le bois

Les points forts de l'exercice 2012 ont été les ressources forestières (mobilisation, renouvellement et sylviculture durable), le carbone et un travail de comparaison avec certains pays étrangers. En fin d'année les travaux préparatoires au volet forestier de la loi d'Avenir ont été engagés.

Deux missions d'envergure ont été lancées, d'une part, sur les déterminants de la compétitivité des filières forêt-bois française et étrangère (Allemagne, Espagne) et, d'autre part, sur l'évaluation des orientations régionales forestières.

La biomasse, enjeu d'actualité et d'avenir, a fait l'objet d'une importante mission (CGAAER, CGIET, CGEDD) qui a rendu un volumineux rap-

port sur les usages non-alimentaires de la biomasse : enjeux, politiques publiques, perspectives post 2020, hiérarchie des usages.

Parallèlement les travaux se sont concentrés sur l'audit de la filière forêt-bois du Massif central et sur la valorisation de la ressource forestière sous forme de sciages : bilan, perspectives, marchés. De plus l'évaluation du plan chablis mis en place à la suite de la tempête Klaus de janvier 2009 a été faite.

Depuis l'automne la préparation du volet forestier de la loi d'Avenir a conduit à la constitution d'un groupe de travail consacré au regroupement de la gestion, au fonds carbone, au renouvellement de la gestion forestière, à l'actualisation du code forestier et à la modernisation de la filière dans le cadre du Pacte de compétitivité.

Enfin les réunions mensuelles du groupe forêt-bois ont permis, outre la présentation des rapports, l'intervention de personnalités extérieures sur des thèmes divers (carbone, règles de comptabilisation, cohérence avec le Paquet énergie/climat, mobilisation et renouvellement de la ressource forestière dans le cadre d'une sylviculture durable...).

Eau et agriculture

Le forum mondial de l'eau de Marseille, qui s'est tenu en mars 2012, a été l'occasion d'élaborer, conjointement avec la 7^{ème} section, une contribution au débat international entre institutionnels, ONG et organisations professionnelles agricoles, s'inscrivant dans le Partenariat français pour l'eau (PFE), sur la question de « l'eau et la sécurité alimentaire face au changement global : quels défis, quelles solutions ? ». Le CGAAER a pu ainsi introduire les questions relatives à la sécurité alimentaire de l'eau des villes, être présent dans les débats et poursuivre la réflexion dans un cadre plus méditerranéen.

La gestion quantitative de l'eau en France, notamment son volet création de retenues à des fins d'irrigation, a donné lieu à plusieurs missions d'évaluation des besoins et de la faisabilité environnementale des projets envisagés. Il s'agissait, conformément au « Plan retenues » annoncé par le Président de la République, de répondre à la nécessité d'une meilleure maîtrise de la ressource en eau à des fins agricoles dans les territoires les plus défavorisés, notamment du Sud-Ouest.

La qualité des masses d'eau : l'approche développée en 2011 sur l'appropriation des « enjeux et de la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau dans le secteur agricole » a donné lieu

à plusieurs présentations suivies de débat auprès de différents acteurs institutionnels. Afin de progresser dans des propositions plus concrètes, des études de cas ont été menées pour identifier dans des filières végétales (grandes cultures dans l'Aube) ou d'élevage (élevage à l'herbe en Poitou-Charente), des solutions agricoles économes en intrants mises en œuvre par des groupes d'agriculteurs, encore assez isolés mais s'inscrivant dans une démarche économique réelle. Ces travaux s'inscrivent dans l'exercice plus général de prospective « Filières et territoires, compétitivité et durabilité », piloté par la 7^{ème} section et dont ils constituent le chapitre « agriculture durable ».

Territoires ruraux, nature et biodiversité

La 4^{ème} section a conduit une mission sur la gouvernance des programmes de développement rural. A la demande du préfet de région Bretagne, elle a analysé les perspectives d'évolution des actions territoriales contractualisées avec la Région et financées par les fonds communautaires.

Dans deux rapports, dont un avec le CGEDD, elle a analysé les freins subsistants au développement de la méthanisation en agriculture, portant notamment sur la valorisation des digestats.

En matière de nature et de biodiversité, une évaluation du protocole technique de contrôle de la population de loups a été effectuée avec le CGEDD, ainsi qu'un audit du fonctionnement du parc national des Écrins.

Par ailleurs, la section a poursuivi la conduite d'audits de la mise en œuvre des politiques de l'eau et de la biodiversité. Ces missions ont pour objectif essentiel d'analyser les conditions et l'efficacité de la mise en œuvre par les services déconcentrés de l'État, des politiques de l'eau et de la biodiversité. Elles ont été réalisées à la demande du ministre chargé de l'écologie, par le CGEDD, le CGAAER (8 auditeurs) et, dans le cas de la présence d'ICPE industrielles suscep-

tibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux superficielles et souterraines, par le CGIET.

Au-delà de l'explicitation des pratiques régionales et départementales d'identification des risques de non conformité communautaire au regard des directives DCE, ERU, « Nitrates » et, d'autre part, des directives habitats, faune, flore et oiseaux, l'objectif de ces audits est d'identifier les mesures prises pour la maîtrise de ces risques, et d'analyser les organisations mises en place (pilotage des services, animation pour générer des maîtrises d'ouvrage et des projets, Programmes d'actions opérationnelles territorialisées à établir dans le prolongement des programmes de mesures rédigés à la suite des SDAGE). Ces missions ont été engagées dans sept départements au titre du programme 2012 (Allier, Bouches-du-Rhône, Eure, Haute-Garonne, Landes, Marne et Vendée).

La prévention des risques naturels et hydrauliques

Il s'agit de missions réalisées à la demande conjointe des ministres chargés de l'écologie et de l'agriculture. Elles portent sur l'analyse des conditions et l'efficacité de la mise en œuvre, par les services déconcentrés de l'État, des politiques de prévention des risques naturels et hydrauliques (concernant notamment les domaines des inondations, des incendies de forêt, des avalanches, des mouvements de terrain, les digues et barrages, la sismicité...). Ces missions ont été réalisées par des équipes mixtes du CGEDD et du CGAAER.

Conformément aux grands objectifs du Grenelle de l'environnement, ces audits examinent également comment la prévention des risques naturels s'insère dans l'aménagement du territoire, l'urbanisme, la construction et les campings situés dans les zones à risques. Ils s'intéressent aussi au lien entre la prévention et la gestion de crise, ainsi qu'aux articulations entre la prévention des risques naturels et celle des risques technologiques.

Réalisés depuis 1997, ces audits ont concerné, en 2012, les deux départements qui n'avaient encore jamais fait l'objet de tels audits (Cantal et Eure-et-Loir), ainsi que le suivi des audits réalisés dans quatre départements en 2008 (Gers, Pas-de-Calais, Haute-Saône et Saône-et-Loire) et dans onze départements en 2009 (Bouches-du-Rhône, Côte-d'Or, Dordogne, Eure, Finistère, Gard, Haute-Garonne, Gironde, Isère, Lot-et-Garonne et Tarn-et-Garonne).

« Recherche, formation et métiers »

La section « Recherche, formation et métiers » est compétente en matière de recherche et d'enseignement supérieur, d'innovation et de développement, d'emploi, de protection sociale et de formation, dans les domaines du ministère. Elle exerce ses fonctions en lien avec l'évolution des métiers et la transformation du système éducatif à l'échelle nationale, communautaire et mondiale.

Les modalités de fonctionnement et de financement du dispositif de formation et de recherche sont contraintes de s'adapter à un monde ouvert. Dans ce contexte, l'activité de la section a mené son action selon quatre axes de travail, dans un cadre pluriannuel et dans la continuité du programme 2011. A cet effet, elle a réalisé des missions d'évaluation et d'expertise, et a mis en place des groupes de travail et de réflexion.

Dans la deuxième partie de l'année, la section a mobilisé ses membres sur la préparation du projet de loi d'Avenir de l'agriculture. Un séminaire a permis de lancer les premières réflexions en septembre. Elles ont été poursuivies par des groupes de travail dans trois domaines : l'enseignement technique, l'enseignement supérieur et la recherche, ainsi que l'innovation, le transfert et le développement.

Évolution du dispositif Recherche-Expertise et Formation-Transfert-Développement

Le système de recherche appliquée agricole présente encore des difficultés à s'adapter aux enjeux actuels et émergents, notamment du développement durable. Il doit trouver des éléments de forte coordination en interne et avec la recherche, la formation et le développement, le bilan provisoire des RMT commençant à apporter quelques enseignements. Il en est de même de l'appareil de formation et de transfert. Il suppose en effet de conjuguer la logique de simplification et de réduction des coûts en même temps que de poursuivre ou développer l'exercice de l'initiative et de l'autonomie. La

section a entrepris des réflexions sur les outils de transfert et la place du développement agricole au sein d'un groupe de travail. Divers rapports ont été remis :

- Évaluations de la mise en œuvre par les instituts techniques des actions 3 et 8 du contrat d'objectifs ACTA 2009-2013, relatif aux programmes de développement agricole et rural des instituts techniques financés par le CASDAR ;
- Évaluation du programme de contribution au développement d'une agriculture durable conduit par l'UNCPIE sur la période 2009-2011 ;

→ Bilan Convention MAAPRAT OSEO (avec la deuxième section) ;

→ Mission d'évaluation du dispositif Certiphyto en liaison avec la 3^e section.

Des sessions ont été consacrées à la présentation des outils d'évaluation de l'enseignement supérieur et de la recherche et de transfert :

- Evaluation de l'enseignement supérieur et de la recherche AERES ;
- Présentation des travaux du pôle de compétitivité AXELERA (Rhône-Alpes).

De plus, des membres du CGAAER président et sont étroitement associés à l'évaluation annuelle des programmes d'appel à projets sur financement du CASDAR.

Étude des modalités d'adaptation et de gouvernance du système Enseignement supérieur et Recherche

Ce système est confronté à une réorganisation globale, d'une part liée au processus de Bologne (LMD), d'autre part issue de la loi d'orientation sur la recherche, de la loi « Liberté et responsabilité de l'université » et enfin de la mise en place des grands établissements d'enseignement supérieur ayant les prérogatives d'université. Ces dernières dispositions, postérieures au schéma des pôles de compétence enseignement supérieur-recherche créés par le MAAF, remettent en partie en cause ce premier

essai de structuration. Diverses missions d'évaluation et d'expertise ont été menées :

- Mission d'expertise sur le développement des algues vertes en Bretagne ;
- Évaluation de la fonction communication dans les centres régionaux de l'INRA ;
- Évaluation des charges d'infrastructure de l'INRA ;
- Évaluation des indicateurs sur l'appui à la recherche de l'INRA ;
- Évaluation préalable au passage aux responsabilités et compétences élargies des grands établissements Montpellier Sup Agro et Agrocampus Ouest (avec la première section) ;

→ Audit financier de l'École nationale vétérinaire d'Alfort (avec la première section) ;

→ Étude sur la recherche d'intérêt vétérinaire (en collaboration avec la troisième section) ;

→ Audit et prospective du système national d'appui (SNA) (avec la première section).

Des sessions ont porté sur :

- Le plan national des investissements d'avenir et la place des sciences du vivant et de l'environnement ;
- Agropolis, fondation pour la recherche (avec la 7^{ème} section).

Analyse prospective des liaisons de l'enseignement agricole (enseignement agricole supérieur et technique) avec les politiques publiques relevant du MAAF dans le contexte actuel et dans le cadre de la mission partagée de service public d'enseignement et de formation professionnelle

La section a effectué un diagnostic sur la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'enseignement et de formation agricoles, de développement durable et d'alimentation, dans les établissements d'enseignement agricole supérieur et technique :

- Analyse et diagnostic du partage des compétences entre l'État et les collectivités territoriales dans le domaine de l'enseignement agricole ;
- Suivi méthodologique des chefs de projet en établissement d'enseignement ;
- Formation des IPEF.

Des sessions ont porté sur les thématiques suivantes :

- Positionnement et évolution des qualifications et formations CAPA dans le milieu professionnel et l'enseignement agricole ;
- L'approche « métiers et formation » dans le machinisme agricole avec l'APRODEMA ;
- Les chambres consulaires et les métiers et formations, exemple de l'Assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat ;
- L'établissement public d'insertion de la Défense (EPIDE).

De plus, les membres du CGAAER ont été étroitement associés à la mise en œuvre du plan d'actions issu des Assises de l'enseignement agricole, arrêté par la DGER et programmé sur les trois années 2010-2012 :

- Évaluation à mi-parcours du 5^{ème} schéma de l'enseignement agricole ;
- Travaux en cours pour l'évaluation finale du 5^{ème} schéma (remise du rapport prévue mi-2013) ;
- Mise en place des pôles de compétence inter-régionaux ;
- Mutualisation des fonctions support au sein des établissements publics locaux ;
- Observatoire du travail des enseignants ;
- Comité national de l'innovation pédagogique.



Contributions aux évaluations des personnes, aux examens et concours

Par ailleurs, les membres du CGAAER contribuent à l'évaluation des personnes et au recrutement des cadres du MAAF. Ils assurent la présidence des jurys de recrutement des inspecteurs et enseignants de l'enseignement agricole et des jurys des diplômes d'ingénieurs des établissements privés d'enseignement supérieur agricole.

De plus, les collèges des présidents de jury participent aux réflexions en cours au sein de la DGER sur l'expérimentation de la semestrialisation du diplôme de BTSA et avec le Secrétariat général portant sur le plan de « déprécarisation » des enseignants.

En outre, des membres de la section participent en tant que personnalités qualifiées, à la demande du ministère de l'éducation nationale, aux jurys de recrutement des personnels de direction de ses EPL, marquant ainsi la volonté commune de ce ministère et du Conseil général d'accroître leur coopération.

Le groupe de travail « FCPR et spécialistes » entreprend l'évaluation en continu des agents spécialistes du MAAF. Il organise la sélection des candidats ISPV et IAE à une formation complémentaire par la recherche (FCPR). Il participe au recueil des besoins en thématiques de recherche du MAAF.

Analyse et anticipation des modifications des métiers et des compétences induites par les changements en cours dans le monde économique et dans la société

La réflexion menée vise à préciser, au-delà des transformations des métiers existants, l'émergence de nouveaux métiers notamment en matière d'économie verte :

- Impact du développement durable sur le métier du conseil en agriculture.

Des membres de la section contribuent et président les travaux de l'observatoire des missions et des métiers (OMM) en lien avec la 6^{ème} section :

- Analyse, dans le cadre de l'OMM, de la rénovation des filières de l'animation, du pilotage et de la coordination des services, et celles de l'élaboration et du pilotage des politiques publiques ;

- Les métiers de la fonction ressources humaines au sein du MAAF (étude OMM) ;
- Les compétences techniques nécessaires à la mise en œuvre des politiques publiques du MAAF (étude OMM) ;
- Mise en place du répertoire des métiers des opérateurs du MAAF (travaux OMM).

« Gestion publique et réforme de l'État »

La section « Gestion publique et réforme de l'État » est compétente en matière de gouvernance publique, d'organisation administrative, de modernisation, d'optimisation des ressources et performances, des relations avec les usagers, ainsi que de simplification.

En 2012, conformément au programme de travail, la section a orienté son activité sur la question de la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines dont le ministère a la charge ainsi que sur le suivi de la mise en œuvre des réformes.

La mise en œuvre des politiques publiques

Cette question concerne des domaines aussi vastes que l'administration, l'agriculture, la pêche, la forêt, le développement des territoires ruraux, l'enseignement technique et supérieur, et la recherche.

Les travaux de la section ont porté en premier lieu sur les politiques interministérielles qui concernent le MAAF directement ou indirectement.

La réflexion a tout d'abord porté sur la politique immobilière de l'État et le rôle de l'Agence France Domaine et les effets attendus dans la gestion immobilière du ministère de agriculture. La gestion de la dette publique par l'Agence France Trésor a été l'occasion de s'intéresser à une autre politique publique transversale et de comprendre comment cette gestion permet de contenir la charge de la dette malgré un environnement économique international instable. Toujours dans l'approche interministérielle, la prise en compte de la santé au travers du rôle des Agences régionales de santé avec l'exemple de deux régions a permis de mesurer l'impact d'une réforme de grande ampleur et d'apprécier les conditions de la réussite d'une telle réforme et d'évaluer les adhésions avec les politiques du MAAF.

Dans le cadre de la préparation du projet de loi d'Avenir, la section a piloté un groupe de travail sur le bilan législatif de la cinquième république qui a permis de recenser plus de soixante lois comportant des éléments d'inflexion de la politique, voire des ruptures ou encore l'émergence de nouvelles problématiques dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de la forêt ou de l'environnement.



*Edgar Pisani, ministre de l'agriculture de 1961 à 1966.
Porteur de la loi d'orientation agricole de 1962.*



Le suivi de la mise en œuvre des réformes

La section a pris en charge plusieurs domaines d'application des réformes gouvernementales ou ministérielles.

Concernant les chambres d'agriculture, trois missions peuvent être mises en exergue.

La mutualisation de missions et fonctions des chambres régionales d'agriculture a pris la forme d'une mission d'appui à la chambre d'agriculture de Bretagne. La mission s'est attachée à identifier les missions et fonctions déjà régionalisées et à analyser les possibilités de consolidation de cette architecture. Dans un deuxième temps, la mission s'est intéressée aux marges de progression pour l'avenir.

L'accompagnement de la chambre d'agriculture de la Guadeloupe dans l'élaboration de son contrat d'objectif, a consisté en une mission d'appui faisant suite à des audits techniques ou financiers. Le rapport a permis à la chambre d'agriculture de Guadeloupe d'élaborer le contrat d'objectif sans interférer dans les décisions qu'il lui appartenait de prendre.

Une mission de suivi concernant l'intégration des associations ou organismes départementaux pour l'amélioration des structures des exploitations agricoles dans les chambres d'agriculture, a permis d'établir que l'opération s'est globalement bien déroulée, les chambres reprenant la quasi-totalité des personnels de

ces structures. La mission a souligné dans quatre recommandations les points qui méritaient attention pour l'avenir.

Le bilan du programme du développement rural hexagonal (PDRH) a débouché sur quatre scénarios de gouvernance de la prochaine programmation. Le rapport a été versé au dossier de préparation des décisions relatives à l'Acte III de la décentralisation.

Enfin, une évaluation des procédures de traitement des dossiers liés au Fonds européen de la pêche (FEP) a été réalisée en complément de l'évaluation à mi-parcours du fonds qui est intervenue en début d'année 2011. Elle a pour but de préparer le cadre de mise en œuvre du futur fonds à partir de 2013. La mission a analysé comment les services prennent en charge ces missions et les liaisons mises en place entre les échelons centraux (DPMA, ASP et France Agri-Mer) et les échelons déconcentrés.

La formation interne

La section a poursuivi en 2012 son investissement dans un cycle de formation continue interne au CGAAER, en organisant des conférences juridiques confiées à un Maître des requêtes au Conseil d'État.

La section a également programmé un cycle de formation continue dans le domaine de la gestion de la complexité, dont les deux premières conférences ont été proposées au cours du second semestre 2012.

La simplification

Un membre de la section représente le Conseil général auprès du Secrétariat général du ministère au titre de référent « Simplifions ! ». Il contribue à mobiliser les membres des sections du CGAAER pour alimenter la réflexion générale sur ce thème mobilisateur et transversal.



« Prospective, société et international »

La septième section « Prospective, société et international » est compétente pour les questions relatives à la prospective, aux études et à l'évaluation, aux enjeux climatiques, aux enjeux des sciences et techniques pour la société ainsi que pour les questions internationales. Les travaux qu'elle conduit ont vocation à se situer dans une programmation pluriannuelle.

Prospective, études et évaluation

Prospective « Filières et territoires, compétitivité et durabilité : nouveaux défis à l'horizon 2050 »

L'exercice à caractère prospectif, lancé dans un cadre multipartenarial en 2011, a pour objet d'explorer les croisements nouveaux entre filières, territoires et politiques pour relever les défis qui se posent aujourd'hui à l'agriculture et à la forêt dans le contexte du changement global.

La France étant un pays de grande diversité, l'exercice a porté sur l'analyse de quinze cas choisis pour illustrer sept grandes problématiques :

- Territoires productifs innovants à valeur ajoutée écologique : Aube (grandes cultures), Poitou (systèmes herbagers intensifs), Rhône-Alpes (agriculture bio),
- Territoires ultra-marins et insulaires : Ile de la Réunion,
- Territoires de haute montagne : Queyras, Bauges, Beaufortain,
- Territoires de moyenne montagne (Massif central) : Aubrac, Corrèze, Livradois-Forez,
- Ville et agriculture : Rennes,
- Territoires méditerranéens : Pic Saint Loup, viticulture Languedoc Roussillon,
- Le Sud-Ouest face au changement climatique : massif forestier des Landes et irrigation en Haut-Adour.

Les études de cas ont fait l'objet pour l'essentiel de missions spécifiques du CGAAER.

Elles permettent de dégager une forte convergence des analyses sur les préconisations qui peuvent être formulées et la nécessité de pouvoir agir à plusieurs niveaux de territoires et d'acteurs (réintégration de l'agriculture dans les projets de territoires des inter-communalités, réintroduction des entreprises dans la gestion des biens environnementaux...).

La production du rapport est prévue pour début 2013. Cependant les travaux étant suffisamment avancés, ils ont servi la réflexion conduite par le CGAAER pour la loi d'Avenir.

Évaluation

Chaque année, le CGAAER, membre du comité de programmation des « études à l'entreprise », procède à une expertise des projets présentés par les directions d'administration centrale et les services déconcentrés, en lien avec le Centre d'études et prospective du ministère.

→ En 2012, le comité de programmation a décidé de confier au Conseil général la conduite de deux évaluations de politique publique. L'une sur le plan de solidarité nationale en faveur de la forêt et de la filière bois, consécutivement à la tempête Klaus. L'autre sur les mesures de la loi d'orientation agricole de 2006 pour faciliter la transmission des exploitations agricoles. Leurs conclusions seront rendues début 2013.

→ Le CGAAER évalue également chaque année un échantillon d'études à l'entreprise qui ont été réalisées et dont les rapports définitifs ont été remis aux commanditaires ou sont en cours de finalisation.

En 2012, 17 études constituant une aide à la décision pour les directions d'administration centrale ont été sélectionnées. La section a produit une note de préconisations sur les modalités de choix, de réalisation et de valorisation d'études confiées à des partenaires extérieurs.

Société

Biotechnologies et patrimoine génétique

Le groupe de travail "Biotechnologies et patrimoine génétique" (BioPaGe) constitué pour mener une analyse sur les évolutions des biotechnologies et des ressources génétiques, a remis un rapport consacré aux ressources génétiques végétales. La sélection végétale s'inscrit dans des cycles longs qui nécessitent de percevoir dès aujourd'hui les principaux critères d'amélioration recherchés pour répondre aux besoins qui seront exprimés au cours des 20 ou 30 prochaines années.

L'analyse des tendances actuelles dégagées de l'exploitation de deux bases de données (la revue de presse hebdomadaire du Groupement national interprofessionnel des semences et plants et le site Internet de l'Institut pour la santé et la protection du consommateur de la Commission européenne) fait ressortir plus de 300 caractères en cours de sélection. Les plus recherchés concernent aussi bien l'agriculteur, le transformateur que le consommateur. Mais les considérations environnementales, qui intéressent l'ensemble de la société, sont également prises en compte.

Les travaux ont mis en parallèle les méthodes de sélection utilisées. Ils relèvent que si des technologies nouvelles sont utilisées (transgénèse par exemple), le croisement reste aujourd'hui le principal moyen, quelle que soit l'espèce considérée. Les éléments de débats sociétaux autour de la création variétale et le cadre réglementaire actuel ont été analysés à cette occasion.

Les travaux du groupe BioPaGe se sont étendus à la question de la protection et du développement des ressources génétiques dans le domaine animal, qui suit actuellement le même chemin que le domaine végétal avec un abandon progressif du système collectif d'améliora-



tion au profit d'un système privé. De plus, les ressources zoogénétiques françaises n'apparaissent pas aussi protégées que les ressources phytogénétiques disposant du certificat d'obtention végétale (COV). En 1992, la France a adhéré à la Convention sur la diversité biologique (CDB). En 2012, elle ratifiait le Protocole de Nagoya portant sur la protection de la diversité biologique. Il s'est donc agi de voir comment la France a répondu à ses engagements internationaux dans ses textes de loi relatifs à l'élevage des animaux domestiques et de définir les mesures de protection à envisager pour assurer le maintien de l'innovation dans le domaine animal.

International

Eau et sécurité alimentaire en Méditerranée : problématiques et pistes de solutions

Dans la foulée de la contribution du CGAAER au 6^{ème} Forum mondial de l'eau, la section a animé le comité d'organisation du séminaire « Eau et sécurité alimentaire en Méditerranée » (SESAME) programmé en février 2013, en partenariat avec le Conseil général du développement agricole du Maroc, l'AFD, Agropolis international, le CIHEAM, le Plan Bleu, l'ONG « Échanges méditerranéens » et le CGEDD.

Contribution à la mise en oeuvre de la stratégie à l'international du MAAF

1. Membre actif de l'ADECIA (Agence pour le développement de la coopération internationale en agriculture, alimentation et développement

rural) et de FVI (France vétérinaire internationale), le CGAAER participe à l'expertise sur les programmes institutionnels financés au titre des politiques de pré-adhésion et de voisinage de l'Union européenne.

Outre la poursuite des jumelages sur le renforcement des capacités du Centre national de recherche pour le développement de la pêche et de l'aquaculture en Algérie, sur le renforcement du Centre national de veille zoonositaire en Tunisie, et sur la mise en place de services de conseil et de développement pour l'utilisation des fonds IPARD en Turquie, trois nouveaux jumelages dont le pilotage est assuré par un membre du CGAAER, ont été remportés en 2012 :

- appui à la certification et accréditation de l'Institut national de recherche halieutique du Maroc ;
- renforcement du dispositif de contrôle phytosanitaire en Égypte ;
- harmonisation de la législation phytosanitaire en Ukraine.

2. Des programmes financés sur fonds européens ont également mobilisé l'expertise du CGAAER :

- assistance aux services vétérinaire en Macédoine ;
- appui à la diversification économique en Algérie ;
- expertise pour l'élaboration de plans d'aménagement forestier au Burundi.

3. Le conseil général a également été sollicité par différentes institutions sur des projets portant sur son champ de compétences :

- appui à la DGPAAT sur le développement rural en zone méditerranéenne ;
- participation à la mise en oeuvre du plan stratégique de l'OIE (coordination du programme d'appui pour la législation vétérinaire) ;
- participation au programme Jatropha au Mali et au Burkina Faso, financé par le FFEM ;
- appui à la FAO pour le contrôle de la peste des petits ruminants en République démocratique du Congo et pour l'évaluation du dispositif de lutte contre l'Influenza aviaire hautement pathogène en Tunisie ;
- contribution à la première « Semaine française du Caucase » en Géorgie.

4. Les membres du CGAAER sont en outre mobilisés pour représenter le MAAF dans des rencontres à l'international :

- séminaire sur les politiques de développement rural en Serbie ;
- séminaire sur le tourisme rural en Chine ;
- séminaire sur la sécurité alimentaire en Algérie dans le cadre du « 5+5 ».

LES RAPPORTS ET LES MISSIONS

The page features four thick, solid red horizontal bars that span the width of the page, positioned below the main title and at various intervals down the page.

Les rapports

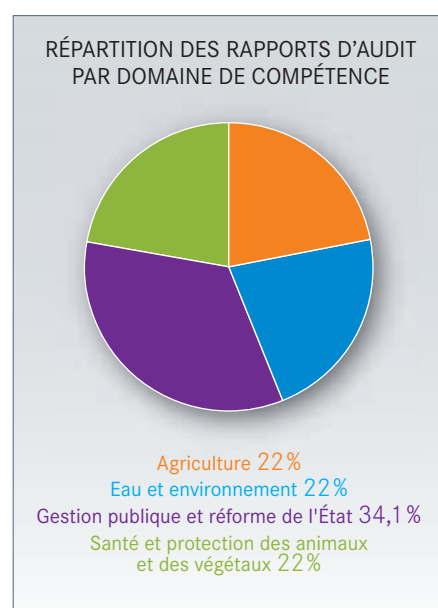
En 2012, 208 rapports (audits et missions temporaires) ont été remis par les membres du CGAAER. Ces rapports peuvent correspondre à des missions effectuées avant 2012 et, a contrario, les rapports de certaines missions réalisées en 2012 ne seront rendus qu'en 2013.

Les rapports d'audits remis en 2012

82 rapports d'audit ont été rendus en 2012.

TABLEAU DU NOMBRE DE RAPPORTS D'AUDIT SELON LES DOMAINES DE COMPÉTENCE ET LES THÈMES D'AUDIT

Domaine	Thème d'audit	Nb Rapport
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2011: Identification et aides ovines et caprines – Audits 2011: Identification et primes animales dans les DOM – Audits 2011: Tutelle, organisation et fonctionnement des établissements de l'élevage (EDE) – Audits 2011: Conditionnalité des aides – Audits 2012 : Audits de suivi des missions 2010 Identification et primes animales dans les DOM – Audits 2012 : Audits de suivi des missions 2010 Identification et primes ovines – Audits 2012 : Audits de suivi des missions 2010 Conditionnalité – Audits 2012 : Audits de suivi des missions 2010 « Tutelle, organisation et fonctionnement des établissements départementaux de l'élevage (EDE) » 	18
Eau et environnement	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2008: Prévention des risques naturels – Audits 2010: Risques naturels et hydrauliques – Audits 2010: Mise en œuvre des polices de l'eau et des installations classées – Audits 2011 : risques naturels et hydrauliques – Audits 2011: eau et biodiversité – Audits 2012: Audits de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques 	18
Gestion publique et réforme de l'État	<ul style="list-style-type: none"> – Audits du CASDAR 2011 – Audits 2011 : Audits budgétaires et comptables – Audits 2011 : Chambres d'agriculture – Audits 2011-2012 : Programmes LOLF - Interministériels (CIAP 9^{ème} cycle) (octobre 2011 - juin 2012) – Audits 2012 : Conformité CASDAR (crédits 2010) – Audits 2012 - Audits comptables et financiers : fiabilisation des processus - audit des applications Luciole (gestion des bourses) et Indexa (frais de jury et d'examens) – Audits 2012 : audit de fonctionnement des chambres d'agriculture et de développement de la mutualisation par région – Audit budgétaire du GIP ADECIA (Agence pour le développement de la coopération internationale dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux) – Audits 2012 : Registre parcellaire graphique – Audits 2012 : Base de données nationale d'identification (BDNI) – Audit de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) – Audits 2012 dans le cadre de la commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) 	28
Santé et protection des animaux et des végétaux	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2010 - Sanitaire et phytosanitaire - Contrôle d'une délégation de service public dans le domaine du transport des denrées alimentaires (CEMAFROID) – Audits 2010-2011 : Plans de surveillance et plans de contrôle – Audits sanitaires 2012 : Certification à l'export (domaines végétal et animal) – Audits sanitaires 2012 : Suites données aux inspections (domaines végétal et animal) 	18
Total		82



Liste des rapports d'audit rendus en 2012 (répartis par domaine de compétence)

DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
11032-01	Audit du suivi et du contrôle de l'identification des bovins, caprins, ovins et porcins (IPG) et du traitement des demandes de primes animales (SIGC) dans le département de la Guyane	02/05/2012	Audit
11033-13	Suivi des suites données à l'audit de la mise en œuvre et du contrôle de l'identification ovine et caprine et des modalités de traitement des demandes de prime à la brebis dans le département de la Haute-Vienne (campagne 2009)	11/05/2012	Audit
11013-04	Audit de la mise en œuvre de la conditionnalité des aides dans le département de l'Yonne	30/03/2012	Audit
11013-13	Suivi des suites données à la mission d'audit sur la mise en œuvre de la conditionnalité des aides PAC dans le département du Nord	20/02/2012	Audit
11034-01	Audit de la tutelle, de l'organisation et du fonctionnement de l'établissement de l'élevage interdépartemental Ardennes-Marne	30/01/2012	Audit
11034-02	Audit de la tutelle, de l'organisation et du fonctionnement de l'Établissement de l'élevage de la région Ile-de-France	25/01/2012	Audit
11034-03	Audit de la tutelle, de l'organisation et du fonctionnement de l'Établissement interdépartemental de l'élevage « Alliance Élevage Loir et Loire »	18/06/2012	Audit
11034-04	Audit de la tutelle, de l'organisation et du fonctionnement pour ses missions d'identification des animaux de l'établissement de l'élevage (EdE) du département des Vosges	06/02/2012	Audit
12049-01	Suites de l'audit du suivi et du contrôle de l'identification des bovins, caprins, ovins et porcins (IPG) et du traitement des demandes de primes animales (SIGC) dans le département de la Réunion	03/09/2012	Audit
12049-02	Suites données à l'audit sur le suivi et le contrôle de l'identification des bovins, ovins, caprins et des porcins (IPG) et le traitement des demandes de primes animales (SIGC) en Martinique du lundi 7 juin au vendredi 11 juin 2010	10/07/2012	Audit
12050-02	Suivi des suites données aux recommandations figurant dans le rapport d'audit de la mise en œuvre et du contrôle de l'identification ovine et caprine et des modalités de traitement des demandes de primes à la brebis dans le département de l'Indre	19/10/2012	Audit
12051-01	Suites données à l'audit de la mise en œuvre de la conditionnalité dans les départements de Corse du lundi 25 octobre au vendredi 29 octobre 2010 (rapport CGAAER n° 10083-01 de février 2011)	25/06/2012	Audit
12051-02	Rapport final «suivi des suites données aux recommandations figurant dans le rapport d'audit de mise en œuvre de la conditionnalité des aides PAC dans le département d'Eure et loir (campagne 2009)»	25/10/2012	Audit
12051-03	Suivi des suites données à la mission d'audit sur la mise en œuvre de la conditionnalité des aides PAC dans le département du Maine-et-Loire	08/10/2012	Audit
12051-05	Suivi des suites données aux recommandations figurant dans le rapport d'audit de la mise en œuvre de la conditionnalité des aides dans le département de Seine-et-Marne	10/07/2012	Audit
12052-01	Suivi des suites données aux recommandations figurant dans le rapport d'audit de la tutelle, de l'organisation et du fonctionnement de l'Établissement de l'Élevage (EdE) de la région Bretagne (pour ses missions d'identification des animaux)	18/07/2012	Audit
12052-02	Suites données à la mission d'audit de la tutelle, de l'organisation et du fonctionnement de l'EdE Languedoc-Roussillon (pour ses missions d'identification)	13/11/2012	Audit
12052-04	Suivi des suites données aux recommandations figurant dans le rapport d'audit de la tutelle, de l'organisation et du fonctionnement de l'Établissement de l'élevage interdépartemental de Poitou-Charentes	27/11/2012	Audit

●●● Liste des rapports d'audit rendus en 2012 (répartis par domaine de compétence)

DANS LE DOMAINE DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
10098-99	Mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques par les services déconcentrés de l'État - Synthèse des audits 2010	19/07/2012	Audit
1664-03	Inspection de la DDE et de la DDAF des Côtes-d'Armor - Domaine : prévention des risques naturels	10/08/2012	Inspection
10099-05	Audit des services chargés de mettre en œuvre les politiques dans le domaine de l'eau dans le département de l'Aisne	16/02/2012	Audit
10099-02	Audit de la mise en œuvre de la politique et de la police de l'eau dans le département de la Charente	25/01/2012	Audit
10098-08	Audit de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques en région Champagne-Ardenne et dans les départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne et de la Haute-Marne	30/06/2012	Audit
10099-01	Audit des services chargés de mettre en œuvre la politique et la police de l'eau en Charente-Maritime	25/01/2012	Audit
11069-07	Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département de la Nièvre	10/08/2012	Audit
11069-08	Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département des Deux-Sèvres	10/08/2012	Audit
11069-10	Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département de la Haute-Vienne	27/07/2012	Audit
11069-11	Audit de la mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport d'inspection de 2008 sur la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département des Côtes-d'Armor	30/05/2012	Audit
11069-13	Audit de la mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport d'inspection sur la prévention des risques naturels et hydrauliques 2008 dans le département de la Haute-Loire	16/02/2012	Audit
11069-14	Risques naturels en Meurthe-et-Moselle. Suivi des recommandations de l'audit 2008	11/05/2012	Audit
11083-01	Audit de la mise en œuvre de la politique et de la police de l'eau et de la biodiversité dans le département de l'Aude	11/05/2012	Audit
11083-02	Audit de la mise en œuvre des politiques de l'eau et de la biodiversité dans le département de Loir-et-Cher	17/09/2012	Audit
11083-03	Audit de la mise en œuvre de la politique de l'eau et de la biodiversité en Loire Atlantique	17/12/2012	Audit
11083-06	Audit de la mise en œuvre de la politique et de la police de l'eau et de la biodiversité dans le département du Tarn-et-Garonne	07/08/2012	Audit
11083-99	Synthèse des audits "eau-biodiversité" 2011	04/05/2012	Audit
12105-07	Prise en compte des risques naturels et hydrauliques par les services de l'État - Département du Finistère - audit de suivi de l'inspection conduite en 2009	13/08/2012	Audit

DANS LE DOMAINE DE LA GESTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
11130	Rapport d'audit du dispositif de performance du programme 206 « sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation » de la mission « agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales »	14/02/2012	Audit
11036-03	Rapport relatif au contrôle des organismes bénéficiaires des subventions financées par le compte d'affectation spéciale développement agricole et rural - Programme de développement agricole du Mouvement rural de jeunesse chrétienne - Année 2009	11/05/2012	Audit
11065-01	Audit de la chambre d'agriculture du Bas-Rhin	11/05/2012	Audit
11065-06	Audit de la chambre d'agriculture d'Indre-et-Loire	16/03/2012	Audit
12013-03	RAPPORT relatif au programme de développement agricole et rural 2010 de l'ANSGAEC	10/10/2012	Audit
11065-02	Audit de la chambre d'agriculture du Haut-Rhin	11/05/2012	Audit
11065-03	Audit de la chambre régionale d'agriculture de Champagne-Ardenne	24/04/2012	Audit
11065-04	Audit de la chambre départementale d'agriculture des Ardennes	01/08/2012	Audit
11042-02	Fiabilité de la comptabilisation et du suivi des engagements des opérations dont la gestion est confiée à l'ASP	03/07/2012	Audit
11042-01	Audit des CPCM - Bilan d'étape de la mise en place des centres de prestations comptable mutualisés	23/07/2012	Audit
12096-01	Audit test de l'organisation et du fonctionnement de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Hautes-Alpes	22/10/2012	Audit
11036-02	Rapport relatif au programme de développement agricole et rural 2009 de l'institut de l'élevage de la mission 11036	30/03/2012	Audit
12096-02	Audit test de l'organisation et du fonctionnement de la DDPP du Maine-et-Loire	10/10/2012	Audit
11036-05	Rapport relatif au contrôle des organismes bénéficiaires des subventions financées par le compte d'affectation spéciale « développement agricole et rural » (CAS DAR). Programme de développement agricole 2009 de la région Nord-Pas-de-Calais	05/01/2012	Audit
12013-06	RAPPORT relatif au contrôle des organismes bénéficiaires des subventions financées par le compte d'affectation spéciale "développement agricole et rural" Appel à projets 2007 « Pôle fromager AOC Massif Central »	31/08/2012	Audit
12026	Audit du registre parcellaire graphique	16/10/2012	Audit
12033-1A	Audit de la chambre départementale d'agriculture de l'Aisne	21/11/2012	Audit
12060	Audit de l'Agence pour le développement de la coopération Internationale dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux ADECIA	31/10/2012	Audit
12096-03	Audit test de l'organisation et du fonctionnement de la direction départementale des territoires des Hautes-Alpes	27/09/2012	Audit
12017-01	Les modalités de paiement sur tiers occasionnels s'agissant de frais de déplacements de jurys et d'examens du MAAF gérés sous l'application INDEXA2	10/08/2012	Audit
12144-01	Rapport de mission concernant le fonds européen pour la pêche - Mesures déconcentrées Haute-Normandie	06/11/2012	Audit
12027-02	Audit de la mission déléguée à l'EdE de l'Aveyron en matière d'enregistrement des mouvements de bovins, en lien avec la gestion de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI)	30/11/2012	Audit
12027-03	Audit de la mission déléguée à l'EdE du Cantal en matière d'enregistrement des mouvements de bovins, en lien avec la gestion de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI)	21/12/2012	Audit
12027-05	Audit de la mission déléguée à l'EdE de la Creuse en matière d'enregistrement des mouvements de bovins, en lien avec la gestion de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI)	19/10/2012	Audit
12027-09	Audit de la mission déléguée à l'EdE de Puy-de-Dôme en matière d'enregistrement des mouvements de bovins, en lien avec la gestion de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI)	26/11/2012	Audit
12144-02	Rapport de mission concernant le fonds européen pour la pêche - Mesures déconcentrées - Pays de Loire	06/11/2012	Audit
12144-03	Rapport de mission concernant le fonds européen pour la pêche - Mesures déconcentrées Languedoc-Roussillon	06/11/2012	Audit
12033-1B	Audit de la chambre régionale d'agriculture de Picardie	28/11/2012	Audit

●●● Liste des rapports d'audit rendus en 2012 (répartis par domaine de compétence)

DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION DES ANIMAUX ET DES VÉGÉTAUX

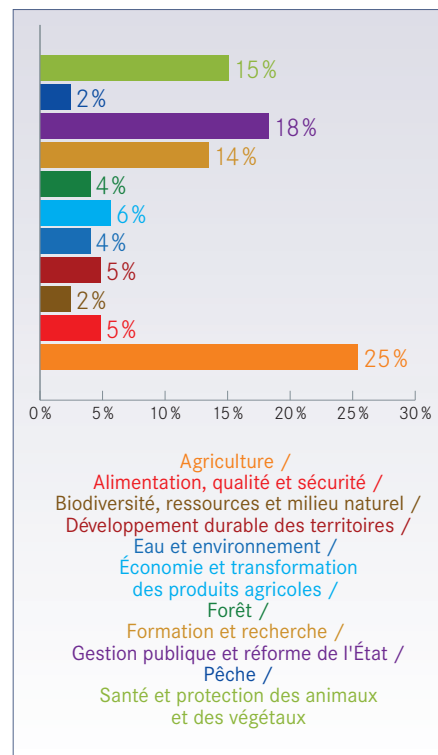
Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
10148	Contrôle d'une délégation de service public dans le domaine du transport des denrées alimentaires	16/03/2012	Audit
10211-99	Audit portant sur la conformité de mise en œuvre, la pertinence et à la performance face aux objectifs assignés des plans de surveillance et plans de contrôle du domaine vétérinaire et phytosanitaire	11/05/2012	Audit
12018-01	Audit portant sur la certification pour les exportations vers les pays tiers dans le domaine phytosanitaire - DRAAF/SRAL Franche-Comté	25/05/2012	Audit
12018-14	Audit portant sur la certification pour les exportations vers les pays tiers d'animaux et de produits d'origine animale - Direction départementale de la protection des populations du Val-de-Marne (94)	10/10/2012	Audit
12018-16	Audit portant sur la certification pour les exportations vers les pays tiers d'animaux et de produits d'origine animale - Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Landes (DDCSPP 40)	24/09/2012	Audit
12019-06	Audit portant sur les suites données aux inspections réalisées par les services de contrôles sanitaire vétérinaire et phytosanitaire. DDPP du Vaucluse (84)	19/10/2012	Audit
12019-05	Audit portant sur les suites données aux inspections réalisées par les services de contrôles sanitaire vétérinaire et phytosanitaire. DDPP de Paris	26/11/2012	Audit
12019-04	Audit portant sur les suites données aux inspections réalisées par les services de contrôles sanitaire vétérinaire et phytosanitaire - Région Auvergne (DRAAF/SRAL et DDCSPP du Cantal)	15/10/2012	Audit
12019-03	Audit portant sur les suites données aux inspections réalisées par les services de contrôles sanitaire vétérinaire et phytosanitaire. Région Languedoc - Roussillon (DRAAF/SRAL et DDPP du Gard)	22/10/2012	Audit
12019-02	Audit portant sur les suites données aux inspections réalisées par les services vétérinaires de contrôles sanitaire vétérinaire et phytosanitaire - Région centre (DRAAF/SRAL et DDPP d'Indre-et-Loire)	01/08/2012	Audit
12019-01	Audit portant sur les suites données aux inspections réalisées par les services de contrôles sanitaire vétérinaire et phytosanitaire. Région Midi-Pyrénées (DRAFF/SRAL et DDCSPP de l'Aveyron)	26/07/2012	Audit
12018-02	Audit portant sur la certification pour les exportations vers les pays tiers dans le domaine phytosanitaire DRAAF/SRAL Provence-Alpes-Côte-d'Azur	30/08/2012	Audit
12018-05	Audit portant sur la certification pour les exportations vers les pays tiers dans le domaine phytosanitaire DRAAF/SRAL Pays de la Loire	13/11/2012	Audit
12018-13	Audit portant sur la certification pour les exportations vers les pays tiers d'animaux et de produits d'origine animale - Direction départementale de la protection des populations de l'Isère	27/11/2012	Audit
12018-12	RAPPORT FINAL Audit portant sur la certification pour les exportations vers les pays tiers d'animaux et de produits d'origine animale - Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Vosges	06/09/2012	Audit
12018-11	Audit portant sur la certification pour les exportations vers les pays tiers d'animaux et de produits d'origine animale - Direction départementale de la protection des populations de Saône-et-Loire	10/10/2012	Audit
12018-10	Audit portant sur la certification pour les exportations vers les pays tiers d'animaux et de produits d'origine animale concernant la Direction départementale de la protection des populations du Maine-et-Loire	25/07/2012	Audit
12018-03	Audit portant sur la certification pour les exportations vers les pays tiers dans le domaine phytosanitaire - DRAAF SRAL Ile-de-France	02/10/2012	Audit

Les rapports des missions temporaires remis en 2012

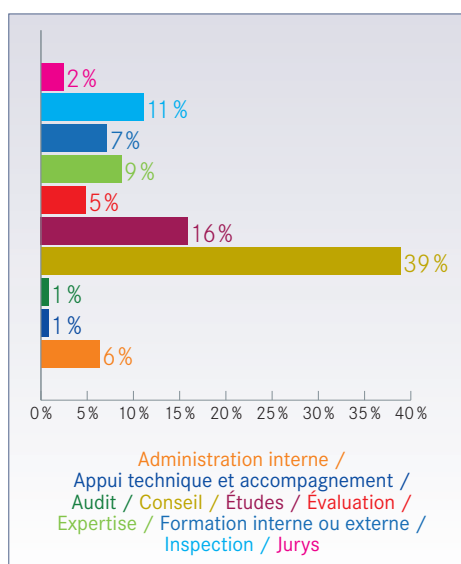
126 rapports, d'expertise, d'évaluation, d'étude, de conseil, de formation, d'inspection et d'appui (hors missions d'audits) ont été rendus.

RÉPARTITION DU NOMBRE DE RAPPORTS DES MISSIONS TEMPORAIRES CLASSÉS PAR DOMAINE

Domaine de compétence	Europe	International	National	Outre-mer	Total
Agriculture		1	27	4	32
Alimentation, qualité et sécurité	2	3	1	1	6
Biodiversité, ressources et milieu naturel			3	2	3
Développement durable des territoires			4	1	6
Eau et environnement		1	4		5
Économie et transformation des produits agricoles			7		7
Forêt			3		5
Formation et recherche			17		17
Gestion publique et réforme de l'État			22		23
Pêche			2		3
Santé et protection des animaux et des végétaux		9	9		19
Total	2	14	99	10	126



RÉPARTITION DU NOMBRE DE RAPPORTS DES MISSIONS TEMPORAIRES CLASSÉS PAR MÉTIER



Métier	Rapports
Administration interne	3
Appui technique et accompagnement	14
Audit	9
Conseil	11
Études	6
Évaluation	20
Expertise	49
Formation interne ou externe	1
Inspection	1
Jurys	8
Médiation	1
Prospective	3
Total	126

Liste des rapports des missions temporaires rendus par le CGAAER en 2012

DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
10192	Rapport sur l'agriculture en Lozère	21/02/2012	Expertise
12100	Rapport sur la contractualisation dans le secteur agricole	13/07/2012	Évaluation
12020	Évaluation du potentiel de développement du cheval territorial au plan national	15/10/2012	Expertise
11133	Évaluation des dispositions spécifiques prévues par la Directive EnR au profit des biocarburants et bioliquides issus de déchets et résidus. (graisses animales, huiles alimentaires de récupération, marcs, lies, biogaz, etc...)	04/01/2012	Expertise
11132	« Les usages non alimentaires de la biomasse »	15/10/2012	Expertise
10221-00	Identification des besoins en matière de données météorologiques	09/01/2012	Expertise
11173	Étude de faisabilité d'un projet d'organisation interprofessionnelle pour la filière luzerne	10/10/2012	Expertise
11035	Évaluation de l'application de gestion ISIS du point de vue des fonctionnalités offertes pour la gestion de certaines aides de la PAC	25/01/2012	Audit
11044	Bilan diagnostic des bassins de production de volailles de chair	12/04/2012	Expertise
11170	EIRL, patrimoine affecté et transmission des terres	01/08/2012	Expertise
11093	Enjeux de la filière canne à sucre à Marie-Galante	05/01/2012	Expertise
	Capacity Building for Extension/Advisory Services for IPARD	29/06/2012	Expertise
11104	Mission sur l'organisation économique de la production agricole	20/03/2012	Évaluation
11106	Évaluation in itinere du Plan de Performance Énergétique 2009-2013	19/04/2012	Évaluation
1978-02-Ma	Feuille de route "biomasse" pour la Martinique	12/06/2012	Appui technique et accompagnement
11115	L'avenir de la filière équine française : Analyse de l'organisation et de la compétitivité de la filière cheval. Évaluation de l'efficacité du soutien du MAAF en faveur de l'élevage et de l'amélioration génétique des chevaux de sport, de loisir et de trait	19/10/2012	Expertise
11137	Note d'étape sur le projet de transformation du marché aux bestiaux de Mauriac (Cantal) en marché au cadran	11/03/2012	Expertise
11134-00	Analyse et évaluation des motifs, conditions et modalités éventuels d'extension des "critères" de durabilité aux bio-combustibles solides, et notamment aux différentes formes de bois-énergie	03/03/2012	Expertise
11148	Les leviers d'action pour la modernisation et la restructuration du secteur des abattoirs Mission complémentaire au rapport CGAAER	10/10/2012	Administration interne
11171	Rapport relatif à l'évaluation de la convention 2009/2011 entre l'union nationale des comités permanents d'initiatives pour l'environnement (UNCPiE), l'APCA et la DGER, financée par le CASDAR	17/04/2012	Évaluation
12014	État des lieux et valorisation de la filière génétique porcine	02/08/2012	Conseil
12022	Rapport foncier et installation en agriculture en Guyane	20/07/2012	Conseil
12024	Mise en place d'un partenariat entre l'État et la Polynésie française pour le développement de la politique agricole territoriale	22/06/2012	Conseil
12025	Freins au développement de la méthanisation dans le secteur agricole	07/12/2012	Conseil
12056	Le verdissement du premier pilier de la PAC : surfaces d'intérêt écologique et exploitations vertes par définition	13/07/2012	Expertise
11107- 02	Mission de médiation sur la filière pruneau	20/02/2012	Expertise
11134	Analyse et évaluation des motifs, conditions et modalités éventuels d'extension des critères de "durabilité" aux bio-combustibles solides, et notamment aux différentes formes de bois-énergie	12/06/2012	Expertise
12074	Mission de médiation en appui à la filière de production de lait et de fromages de brebis dans le bassin Pyrénées-atlantiques	13/11/2012	Médiation
11137	Rapport sur le projet de transformation du marché aux bestiaux de Mauriac	17/04/2012	Expertise
11107	Réorganisation de la filière "pruneau d'Agen"	01/08/2012	Expertise
10221	Identification des besoins en matière de données météorologiques	03/08/2012	Expertise
11174	Plan de développement durable de l'apiculture	19/10/2012	Expertise

DANS LE DOMAINE DE L'ALIMENTATION, DE LA QUALITÉ ET DE LA SÉCURITÉ

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
12034	Rôle et place du secteur privé dans la gouvernance mondiale en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire	26/09/2012	Expertise
11050	Le dispositif de contrôle interne de l'Agence chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses)	10/05/2012	Inspection
10129-02	Suivi de la Nouvelle Stratégie Communautaire de Santé Animale - Rapport préliminaire	09/02/2012	Appui technique et accompagnement
10129	L'organisation des Services de Santé Animale dans cinq États membres : Allemagne, Belgique, Italie, Les Pays-Bas et Royaume-Uni	01/02/2012	Appui technique et accompagnement
11141	Participation du CGAAER au Séminaire sous-régional de l'OIE sur la législation vétérinaire Gaborone (Bostwana)	16/01/2012	Formation interne ou externe
12113	Note de clôture Participation à la Semaine française du Caucase	17/07/2012	Conseil

DANS LE DOMAINE DE LA BIODIVERSITÉ, DES RESSOURCES ET DU MILIEU NATUREL

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
11169	Expertise du projet de filière d'algoculture alimentaire en Bretagne	05/09/2012	Expertise
11113	Mission sur les dégâts de grand gibier	16/02/2012	Expertise
11128	Bilan des connaissances scientifiques sur les causes de prolifération de macroalgues vertes - Application à la situation de la Bretagne et propositions	19/03/2012	Expertise

DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
12129	Mise en œuvre de l'aménagement foncier à Mayotte	26/11/2012	Conseil
11168	Mission sur l'action de l'association "Terre de Loire" et sa viabilité	10/05/2012	Audit
11118	Bilan du programme de développement rural hexagonal - Mise en œuvre de la prochaine programmation de développement rural - Scénarios pour une meilleure gouvernance	25/05/2012	Études
12037	Les actions territoriales dans les contrats de projets État-région et les programmes opérationnels européens : constats, analyses et perspectives (Bretagne)	07/11/2012	Conseil
2039	Gestion économe des terres agricoles dans les pays limitrophes	20/03/2012	Études
12110	Mission d'appui à la SAFER de la Réunion	13/11/2012	Conseil

DANS LE DOMAINE DE L'EAU ET ENVIRONNEMENT

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
10181	Conséquences sur les filières agricoles et agroalimentaires de l'atteinte des objectifs quantitatifs de la Directive cadre sur l'eau et du SDAGE dans le bassin Adour-Garonne	18/01/2012	Expertise
11176	Retenues de stockage d'eau en France	11/10/2012	Expertise
11164	Simplification des dossiers et des contrôles environnementaux en élevage	09/02/2012	Expertise
10163	L'eau et la sécurité alimentaire face au changement global : quels défis, quelles solutions ?	26/03/2012	Appui technique et accompagnement
11176-00	Retenues de stockage d'eau en France	10/05/2012	Expertise

●●● Liste des rapports des missions temporaires rendus par le CGAAER en 2012

DANS LE DOMAINE DE L'ÉCONOMIE ET DE LA TRANSFORMATION DES PRODUITS AGRICOLES

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
11110-01	Rapport de la mission relative à l'état des lieux du secteur de la production de lait de chèvre	19/03/2012	Expertise
11056	Quel avenir pour la filière porcine française?	17/02/2012	Expertise
11162-01	Les industries agroalimentaires (rapport d'étape)	17/02/2012	Expertise
11162-00	Une stratégie publique pour les industries alimentaires	18/06/2012	Expertise
12075	Incitation des IAA à l'innovation - Bilan du partenariat MAAF / OSEO	07/11/2012	Évaluation
11110-02	RAPPORT relatif à l'état des lieux de la production de chevreau et de la commercialisation de viande caprine	05/09/2012	Expertise
11162	Une stratégie publique pour les industries alimentaires	18/06/2012	Expertise

DANS LE DOMAINE DE LA FORÊT

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
10160	Audit de la filière bois du Massif Central	01/02/2012	Expertise
10156	Meilleure valorisation de la ressource forestière française sous forme de sciages	24/01/2012	Expertise
12054	La réorganisation du dispositif de surveillance de la santé des forêts 2	09/07/2012	Conseil
11159	Rapport de la mission d'appui, suite aux incendies de forêt de la Réunion	29/03/2012	Appui technique et accompagnement
11165	Reconstitution de la forêt des Hauts de l'ouest et valorisation des bois brûlés suite à l'incendie du Maïdo en 2011 dans l'île de la Réunion (rapport complémentaire à la mission d'appui n°11159)	28/03/2012	Évaluation

DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
11001-05	Brevet de technicien supérieur agricole Production horticole - Session 2011	20/07/2012	Jurys
11001-09	Brevet de Technicien Supérieur Agricole Viticulture-œnologie - Session 2011	14/03/2012	Jurys
11001-10	Brevet de technicien supérieur agricole option "Gestion et protection de la nature " - Session 2011	22/03/2012	Jurys
11001-11	Brevet de technicien supérieur agricole option "Gestion et maîtrise de l'eau" - Session 2011	22/03/2012	Jurys
11001-12	Brevet de technicien supérieur agricole analyses agricoles biologiques et biotechnologiques (ANABIOTEC)	17/01/2012	Jurys
11001-15	Brevet de technicien supérieur agricole Services en espace rural - Session 2011	07/03/2012	Jurys
11001-16	Brevet de technicien supérieur agricole Option DARC Développement de l'Agriculture des Régions Chaudes - Session 2011	13/02/2012	Jurys
11063	Audit des charges d'infrastructure de l'INRA	08/02/2012	Appui technique et accompagnement
11064	Évaluation des Indicateurs d'activité et de performance de l'INRA	09/08/2012	Appui technique et accompagnement
11084	La situation de Montpellier SupAgro au regard de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités	10/08/2012	Audit
11103	Évaluation des actions 3 et 8 du contrat d'objectifs ACTA 2009-2013	20/06/2012	Évaluation
11119	Compétences partagées entre l'État et les Collectivités territoriales dans le domaine de l'enseignement agricole	17/04/2012	Études
11146	Appui méthodologique à la mise en place de pôles de compétences régionaux pour l'enseignement agricole public	10/07/2012	Appui technique et accompagnement
10016	Bilan du fonctionnement des pôles de compétitivité agricoles et agroalimentaires	01/02/2012	Études
12001-01	Brevet de technicien supérieur agricole Option "Productions animales"	10/09/2012	Jurys
11177	Bilan de la mission de suivi du dispositif « Chefs de projets de partenariats en EPLEFPA » Année scolaire 2010-2011	03/09/2012	Expertise
10165-01	Évaluation du dispositif de formation des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts (IPEF)	20/09/2012	Conseil

DANS LE DOMAINE DE LA GESTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
11101	Audit RGPP de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)	16/04/2012	Audit
11049-07	Évaluation de l'étude prospective pilotée par la DGPAAT sur les perspectives de valorisation de la ressource en bois d'œuvre de feuillus en France	21/02/2012	Évaluation
11049-06	Évaluation de l'étude prospective pilotée par la DRIAFF relative aux filières alimentaires de proximité en Ile-de-France : potentialités de débouchés dans la restauration collective	15/05/2012	Évaluation
12032-08	Rapport d'évaluation d'étude à l'entreprise : Comparaison des ACV et affichages carbone utilisés dans le monde sur les produits agricoles et agroalimentaires : étude technique et juridique	05/12/2012	Évaluation
11037	Inspection de l'IFREMER	28/08/2012	Audit
11172	Accompagnement de la Chambre d'Agriculture de la Guadeloupe dans l'élaboration de son contrat d'objectif	29/02/2012	Appui technique et accompagnement
11091	Rapport sur l'optimisation du recours par l'État aux réseaux de laboratoires publics	12/07/2012	Audit
11100	Financements liés au Fonds Européen de la Pêche	19/04/2012	Évaluation
11114	Rapport sur la mutualisation dans le réseau des chambres d'Agriculture de Bretagne	12/07/2012	Conseil
11120	Identifier les interventions des collectivités territoriales dans les champs de compétence du ministère en charge de l'agriculture - Éléments de méthodologie	29/03/2012	Expertise
11049-03	Rapport d'évaluation d'étude : les sources d'instabilité des marchés agricoles : état des lieux, avancées possibles et limites méthodologiques de leur modélisation	16/02/2012	Évaluation
11049-04	Rapport d'évaluation d'étude à l'entreprise : États-Unis : le programme ACRE, nouvelle étape dans l'orientation anticyclique de la politique agricole	16/02/2012	Évaluation
11049-05	Rapport d'évaluation d'étude à l'entreprise : quelles alternatives possibles au régime actuel des quotas laitiers	16/02/2012	Évaluation
11153	Audit du suivi du rapport concernant l'Intégration des ADASEA dans les chambres d'agriculture	12/04/2012	Administration interne
11049-08	Rapport d'évaluation d'étude à l'entreprise : Perspectives de mobilité des enseignants de l'enseignement agricole	06/04/2012	Évaluation
12015	Note de problématique (LABOGENA)	04/05/2012	Audit
12032-01	Rapport d'évaluation d'étude à l'entreprise : Amélioration de la méthode d'inventaire des stocks de carbone dans les sols agricoles et forestiers	04/07/2012	Évaluation
12032-02	Rapport d'évaluation d'étude à l'entreprise : Pertes et gaspillages alimentaires : marges de manœuvre et verrous au stade de la remise directe au consommateur (distribution et restauration) et en restauration collective	06/09/2012	Évaluation
12032-03	Rapport d'évaluation d'étude à l'entreprise : Étude d'évaluation de l'opportunité et de la faisabilité de dispositifs assurantiels couvrant les risques liés à l'adoption de systèmes de cultures économes en intrants	07/06/2012	Évaluation
12055	Réalisation des objectifs prévus dans le cadre du projet stratégique du CGAAER du 18 novembre 2008 - premiers éléments de bilan	05/07/2012	Prospective
12066	Retour d'expérience sur la mise en place de la réforme de l'administration territoriale de l'État en Ile-de-France	16/07/2012	Audit
12032-06	Rapport d'évaluation d'étude à l'entreprise : Rapport d'évaluation d'étude à l'entreprise : Économies d'échelle et économies de gamme en élevage bovin laitier	31/10/2012	Évaluation
12032-07	Rapport d'évaluation d'étude à l'entreprise : Intégration d'indicateurs concernant les ressources halieutiques et les activités de pêche dans le tableau de bord des mers françaises	13/12/2012	Évaluation

DANS LE DOMAINE DE LA PÊCHE

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
11105	Mise en place d'un système national de traçabilité des produits de la mer	02/05/2012	Audit
11094	La restructuration de la filière pêche et aquaculture de l'archipel de St Pierre et Miquelon	20/03/2012	Expertise
11116-02	Création de civelleries et d'unités d'élevage d'anguilles en France	12/06/2012	Expertise

●●● Liste des rapports des missions temporaires rendus par le CGAAER en 2012

DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION DES ANIMAUX ET DES VÉGÉTAUX

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
10157	Les biotechnologies et les nouvelles variétés végétales	21/02/2012	Prospective
10155	La situation sanitaire en Corse. État des lieux du niveau d'application des exigences réglementaires au regard de la santé animale et de l'identification	29/03/2012	Études
11071	Note d'étape sur les stratégies de lutte contre la tuberculose bovine	04/10/2012	Études
11121	Appui à la mise en place au Maroc d'un système d'information en matière de suivi des agréments et des autorisations des établissements des produits végétaux et d'origine végétale ainsi qu'en matière d'inspection des-dits établissements	04/01/2012	Expertise
11149	Le suivi post-autorisation de mise sur le marché du médicament vétérinaire - Mission complémentaire au rapport CGAAER n° 11041, en vue de l'élaboration d'un plan d'action	13/07/2012	Administration interne
11095-02	Appui institutionnel à la Direction des Services Vétérinaires (DSV) du Tchad pour le renforcement des capacités en matière d'inspection des denrées d'origine animale et de contrôle des structures d'abattage (phase 2: session de formation)	08/03/2012	Expertise
10177	Synthèse de l'évaluation in itinere de l'axe 5 du plan Ecophyto 2018, dédié à l'épidémiologie	11/05/2012	Évaluation
2078-02	Contribution du groupe de travail sur la recherche dans les domaines d'intérêt vétérinaire	11/07/2012	Prospective
11095-01	Appui institutionnel à la DSV au Tchad pour le renforcement des capacités en matière d'inspection des denrées d'origine animale et de contrôle des structures d'abattage (phase 1)	08/03/2012	Expertise
12065-01	Mission "tuberculose" Département de la Dordogne 14-15 juin 2012	12/07/2012	Appui technique et accompagnement
12080	Mission d'urgence d'appui auprès de la FAO pour le contrôle de la peste des petits ruminants en République démocratique du Congo	05/06/2012	Expertise
11081-01	Jumelage TU 11/ENP-AP/HE33. Renforcement des capacités du Centre national de veille zoonositaire (du 13 au 17 février 2012)	30/03/2012	Expertise
12069	Évaluation du dispositif tunisien de lutte contre l'Influenza aviaire hautement pathogène. Propositions d'amélioration	24/10/2012	Expertise
11081-02	Programme d'appui à l'accord d'association et au plan d'action voisinage (P3A II). Programme de renforcement des capacités du centre national de veille zoonositaire TU11/ENP-AP/HE33 (du 20 au 24 février 2012)	12/04/2012	Expertise
11081-05	Programme d'Appui à l'Accord d'Association et au Plan d'Action Voisinage (P3A II) Programme de Renforcement des capacités du Centre National de Veille Zoonositaire TU11/ENP-AP/HE33 (du 11 au 15 Juin 2012)	02/08/2012	Expertise
12124	Mission d'appui à l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) pour l'analyse des écarts PVS en Guinée	05/12/2012	Appui technique et accompagnement
12065-02	Mission « tuberculose » Département de la Charente 27-28 septembre 2012	08/11/2012	Appui technique et accompagnement
2030-02	Mission de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre territoriale du plan Ecophyto 2018 - Période septembre 2011 - septembre 2012	30/11/2012	Appui technique et accompagnement
12065-03	Mission « tuberculose » Département des Landes 1er - 2 octobre 2012	30/11/2012	Appui technique et accompagnement

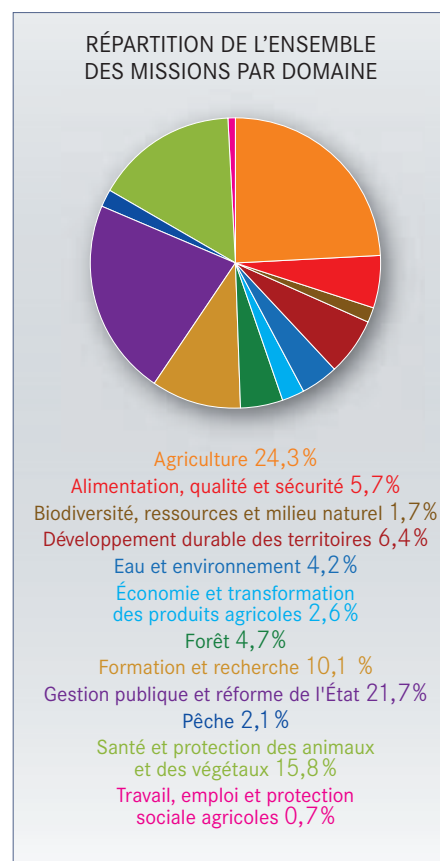
Les missions

Données générales sur les missions

En 2012 le Conseil général a effectué 424 missions (119 missions d'audit ou d'inspection et 304 missions à caractère temporaire) sur des sujets très divers.

Domaine	Nombre de missions temporaires	Nombre d'audits	Nombre total
Agriculture	80	23	103
Alimentation, qualité et sécurité	24		24
Biodiversité, ressources et milieu naturel	7		7
Développement durable des territoires	25	2	27
Eau et environnement	9	9	18
Économie et transformation des produits agricoles	11		11
Forêt	20		20
Formation et recherche	43		43
Gestion publique et réforme de l'État	35	57	92
Pêche	6	3	9
Santé et protection des animaux et des végétaux	41	26	67
Travail, emploi et protection sociale agricoles	3		3
Total	304	120	424

On dénombre également 151 participations à des jurys d'examen et concours, comme président ou membre de jury.

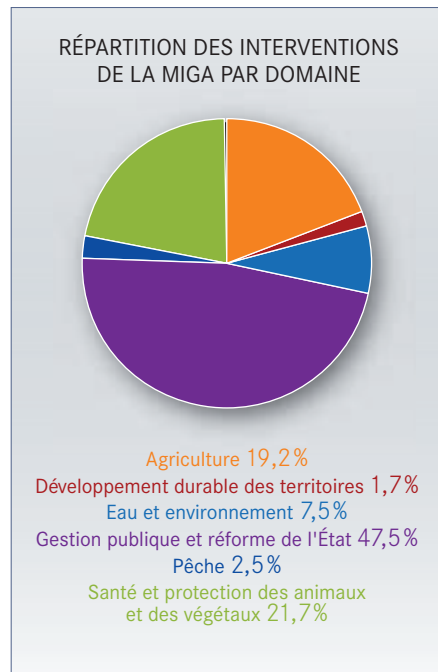


Les missions d'inspection générale et d'audit

La Mission d'inspection générale et d'audit (MIGA) a réalisé 119 missions, nécessitant la désignation de 66 auditeurs et 207 interventions.

RÉPARTITION PAR DOMAINE DES MISSIONS RÉALISÉES EN 2012 PAR LA MIGA

Domaine de compétence	Thème d'audit
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2011: Identification et primes animales dans les DOM – Audits 2012 : Audits de suivi des missions 2010 Identification et primes animales dans les DOM – Audits 2012 : Audits de suivi des missions 2010 Identification et primes ovines – Audits 2012 : Audits de suivi des missions 2010 Conditionnalité – Audits 2012 - Audits de suivi des missions 2010 « Tutelle, organisation et fonctionnement des établissements départementaux de l'élevage (EDE) » – Audits 2012 : audit d'analyse des risques de double financement des aides du POSEI et d'autres dispositifs communautaires
Développement durable des territoires	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2012 : Audit sur la maîtrise des risques de double financement FEADER/FEDER sur les mesures de l'axe 3
Eau et environnement	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2010 - Risques naturels et hydrauliques – Audits 2012 - Audits de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques
Gestion publique et réforme de l'État	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2011 - Audits budgétaires et comptables – Audits 2011-2012 - Programmes LOLF - Interministériels (CIAP 9^{ème} cycle) (octobre 2011 - juin 2012) – Audits 2012 - Audits de conformité CASDAR (crédits 2010) – Audits 2012 - Audits comptables et financiers : fiabilisation des processus : audit des applications Luciole (gestion des bourses) et Indexa (frais de jury et d'examens) – Audits 2012 - Audits comptables et financiers : renforcement des dispositifs de contrôle interne dans les DRAAF - bilan d'étape de la feuille de route ministérielle – Audits 2012 - audit de fonctionnement des chambres d'agriculture et de développement de la mutualisation par région – Audit budgétaire du GIP ADECIA (Agence pour le développement de la coopération internationale dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux) – Audits 2012 - Audit sur le registre parcellaire graphique – Audits 2012 - Audit de la Base de données nationale d'identification (BDNI) – Audits 2012 - Audit des prestations de services réalisées par les établissements du groupe chambres d'agriculture – Audits 2012 - Circuit interne de la chaîne de dépense DGER – Audit de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) – Audit du dispositif de contrôle interne pour la revue des dossiers des aides du 2^{ème} pilier de la PAC - exemple de la mesure 112 (aides à l'installation : DJA) – Audits 2012 dans le cadre de la commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC)
Pêche	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2012 - Audit de l'organisation de la gestion des soutiens communautaires et nationaux dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture – Contrôles d'opérations du Fonds européen pour la pêche sélectionnées par la CICC et effectués selon ses instructions par le CGAAER, au titre de l'année 2012
Santé et protection des animaux et des végétaux	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2010 - Sanitaire et phytosanitaire - Contrôle d'une délégation de service public dans le domaine du transport des denrées alimentaires (CEMAFROID) – Audits 2011 - Certification à l'exportation dans les domaines vétérinaire et phytosanitaire – Audits sanitaires 2012 - Certification à l'export (domaines végétal et animal) – Audits sanitaires 2012 - Suites données aux inspections (domaines végétal et animal)



DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE

- Audits 2012 : audit d'analyse des risques de double financement des aides du POSEI et d'autres dispositifs communautaires - Coordination
- Audits 2012 : audit d'analyse des risques de double financement des aides du POSEI et d'autres dispositifs communautaires - Élaboration du référentiel
- Audits 2012 - Suivi des audits 2010 "Établissements départementaux de l'élevage" - Coordination
- Suivi de l'audit 2010 "Audit de la tutelle, de l'organisation et du fonctionnement de l'Établissement de l'élevage interdépartemental de Poitou-Charentes"
- Suivi de l'audit 2010 "Audit de la tutelle, de l'organisation et du fonctionnement de l'Établissement de l'élevage interdépartemental de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur"
- Suivi de l'audit 2010 "Audit de la tutelle, de l'organisation et du fonctionnement de l'Établissement de l'élevage interdépartemental de Languedoc-Roussillon"
- Suivi de l'audit 2010 "Audit de la tutelle, de l'organisation et du fonctionnement de l'établissement de l'élevage (EdE) de la région Bretagne (pour ses missions d'identification des animaux)"
- Suivi des audits 2010 "Mise en œuvre de la conditionnalité des aides"
- Suivi de l'audit 2010 "Mise en œuvre de la conditionnalité des aides dans le département de Seine-et-Marne"
- Suivi de l'audit 2010 "Mise en œuvre de la conditionnalité des aides dans le département de l'Oise"
- Suivi de l'audit 2010 "Mise en œuvre de la conditionnalité des aides dans le département du Maine-et-Loire"
- Suivi de l'audit 2010 "Mise en œuvre de la conditionnalité des aides dans le département d'Eure et Loir (campagne 2009)"
- Suivi de l'audit 2010 "Mise en œuvre de la conditionnalité des aides dans les départements corses"
- Suivi des audits 2010 'Identification et primes ovines et caprines'
- Suivi de l'audit 2010 'Identification et primes ovines et caprines dans le Tarn'
- Suivi de l'audit 2010 'Identification et primes ovines et caprines dans le Puy-de-Dôme'
- Suivi de l'audit 2010 'Identification et primes ovines et caprines dans l'Indre'
- Suivi de l'audit 2010 'Identification et primes ovines et caprines dans les Hautes-Alpes'
- Suivi de l'audit 2010 sur l'identification et les primes animales - Coordination
- Suivi de l'audit 2010 sur l'identification et les primes animales à la Martinique
- Suivi de l'audit 2010 sur l'identification et les primes animales à la Réunion
- Identification et primes animales : coordination 2011
- Identification et primes animales en Guyane

DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

- Audits 2012 : Audit sur la maîtrise des risques de double financement FEADER/FEDER sur les mesures de l'axe 3 - Coordination
- Audits 2012 : Audit sur la maîtrise des risques de double financement FEADER/FEDER sur les mesures de l'axe 3 - Élaboration du référentiel

DANS LE DOMAINE DE L'EAU ET ENVIRONNEMENT

- Audits 2012 - Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département du Finistère - Coordination
- Audits 2012 - Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département du Tarn-et-Garonne - suivi des recommandations de l'audit 2009
- Audits 2012 - Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département du Lot-et-Garonne - suivi des recommandations de l'audit 2009
- Audits 2012 - Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département de la Gironde - suivi des recommandations de l'audit 2009
- Audits 2012 - Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département de Haute-Garonne - suivi des recommandations de l'audit 2009
- Audits 2012 - Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département du Gard - suivi des recommandations de l'audit 2009
- Audits 2012 - Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département du Finistère - suivi des recommandations de l'audit 2009
- Audits 2012 - Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département du Cantal
- Audit Risques naturels et hydrauliques 2010 - Région Champagne-Ardenne

DANS LE DOMAINE DE LA GESTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

- Audits 2012 dans le cadre de la commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) - coordination
- Audits 2012 dans le cadre de la commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) : mission de suivi PACA
- Audits 2012 dans le cadre de la commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) : Languedoc-Roussillon
- Audits 2012 dans le cadre de la commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) : Pays de Loire
- Audits 2012 dans le cadre de la commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC): Haute Normandie
- Audit du dispositif de contrôle interne pour la revue des dossiers des aides du 2^{ème} pilier de la PAC – exemple de la mesure 112 (DJA) – Coordination
- Audit du dispositif de contrôle interne pour la revue des dossiers des aides du 2^{ème} pilier de la PAC – exemple de la mesure 112 (aides à l'installation : DJA) – Elaboration du référentiel
- Audit de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) - Coordination
- Audit de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) - DDCSPP des Deux-Sèvres
- Audit de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) - DDPP des Pyrénées-Orientales
- Audit de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) - une DDT en Rhône-Alpes
- Audit de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) - DDT des Hautes-Alpes
- Audit de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) - DDPP du Maine-et-Loire
- Audit de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) - DDCSPP des Hautes-Alpes
- Audit budgétaire du GIP ADECIA (Agence pour le développement de la coopération internationale dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux) - Élaboration du référentiel
- Audits 2012 - audit de fonctionnement des chambres d'agriculture et de développement de la mutualisation par région Chambre d'agriculture de la Martinique
- Audits 2012 - audit de fonctionnement des chambres d'agriculture et de développement de la mutualisation par région CDA Loire
- Audits 2012 - audit de fonctionnement des chambres d'agriculture et de développement de la mutualisation par région : CDA Drôme
- Audits 2012 - audit de fonctionnement des chambres d'agriculture et de développement de la mutualisation par région : CRA Rhône Alpes
- Audits 2012 - audit de fonctionnement des chambres d'agriculture et de développement de la mutualisation par région : CDA Aisne et CRA Picardie
- Audits 2012 - Audits comptables et financiers : renforcement des dispositifs de contrôle interne dans les DRAAF ; bilan d'étape de la feuille de route ministérielle - Coordination
- Audits 2012 - Audits comptables et financiers : renforcement des dispositifs de contrôle interne dans les DRAAF ; bilan d'étape de la feuille de route ministérielle- DRAFF Franche-Comté, DDT Doubs, DDCSPP Jura
- Audits 2012 - Audits comptables et financiers : renforcement des dispositifs de contrôle interne dans les DRAAF ; bilan d'étape de la feuille de route ministérielle - DRAFF Nord-Pas-de-Calais, DDTM et DDPP Nord, DDTM et DDPP Pas-de-Calais
- Audits 2012 - Audits comptables et financiers : renforcement des dispositifs de contrôle interne dans les DRAAF ; bilan d'étape de la feuille de route ministérielle - DRAFF Rhône-Alpes, DDPP Ain, DDT Rhône
- Audits 2012 - Audits comptables et financiers : Audits comptables et financiers : renforcement des dispositifs de contrôle interne dans les DRAAF ; bilan d'étape de la feuille de route ministérielle - DRAFF Languedoc-Roussillon, DDTM Hérault, DDPP Gard
- Audits 2012 - Circuit interne de la chaîne de dépense DGER - Coordination
- Audits 2012 - Circuit interne de la chaîne de dépense DGER - Élaboration du référentiel
- Audits 2012 - Audit des prestations de services réalisées par les établissements du groupe Chambres d'agriculture - Coordination
- Audits 2012 - Audit des prestations de services réalisées par les établissements du groupe Chambres d'agriculture - Élaboration du référentiel
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) - Coordination
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) Cadrage - Le Mans / DDPP et EdE
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) - Allier
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) - Aveyron
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI)- Cantal
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) - Corrèze
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) - Creuse
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) - Dordogne
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) - Loire
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) - Nièvre
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) - Puy-de-Dôme
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) - Pyrénées-Atlantiques
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) - Saône-et-Loire
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) - Haute-Vienne
- Audits 2012 - Audit sur le registre parcellaire graphique
- Audits 2012 - Audits comptables et financiers : fiabilisation des processus - Audit des applications Luciole (gestion des bourses)

- Audits 2012 - Audits comptables et financiers : fiabilisation des processus - Audit partenarial portant sur les modalités de paiement sur tiers occasionnels s'agissant des frais de déplacement et des vacations de jurys d'examen du MAAPRAT, gérés par l'application INDEXA
- Audit des financements accordés en 2010 - Coordination
- Audit des financements CASDAR accordés en 2010 - Chambre d'agriculture de la Martinique
- Audit des financements accordés en 2010 - AAP projet 7094 pôle fromager AOC Massif central
- Audit des financements accordés en 2010 - AAP projet 7040 "lavandes et lavandins" CIHEF
- Audit des financements CASDAR accordés en 2010 - Chambre d'agriculture Rhône Alpes
- Audit des financements CASDAR accordés en 2010 - ANSGAEC
- Audit des financements CASDAR accordés en 2010 - ITAVI
- Audit des financements CASDAR accordés en 2010 - CETIOM
- Audits 2011-2012 - Programmes LOLF - Interministériels (CIAP 9^{ème} cycle)
- Audit comptable et financier de l'Agence de services et de paiement (ASP)
- Audits comptables et financiers des centres de prestations comptables mutualisés (CPCM) (Chorus)

DANS LE DOMAINE DE LA PÊCHE

- Contrôles d'opérations du Fonds Européen pour la Pêche sélectionnés par la CICC et effectués selon ses instructions par le CGAAER, au titre de l'année 2012 - Coordination
- Contrôles d'opérations du Fonds Européen pour la Pêche sélectionnées par la CICC et effectués selon ses instructions par le CGAAER, au titre de l'année 2012 - Contrôle de 49 opérations co-financées par le Fonds européen de la pêche, à effectuer par le CGAAER, sur les 55 de l'échantillon statistique 2012 (suite de la mission n°3012)
- Audits 2012 - Audit de l'organisation de la gestion des soutiens communautaires et nationaux dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture - coordination

DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION DES ANIMAUX ET DES VÉGÉTAUX

- Audits sanitaires 2012 - Suites données aux inspections (domaines végétal et animal) - Coordination
- Audits sanitaires 2012 - Suites données aux inspections (domaines végétal et animal) - Élaboration du référentiel DDPP 84 (Vaucluse) Avignon
- Audits sanitaires 2012 - Suites données aux inspections (domaines végétal et animal) - Élaboration du référentiel DDPP 75 (Seine) Paris
- Audits sanitaires 2012 - Suites données aux inspections (domaines végétal et animal) - Élaboration du référentiel SRAL Auvergne Clermont-Ferrand et DDCSPP 15 (Cantal) Aurillac
- Audits sanitaires 2012 - Suites données aux inspections (domaines végétal et animal) - Élaboration du référentiel DDPP Gard 30 Nîmes et SRAL Languedoc-Roussillon Montpellier
- Audits sanitaires 2012 - Suites données aux inspections (domaines végétal et animal) - Élaboration du référentiel DDPP Indre-et-Loire 37 Tours et SRAL Centre Orléans
- Audits sanitaires 2012 - Suites données aux inspections (domaines végétal et animal) - Élaboration du référentiel DDCSPP Aveyron 12 Rodez et SRAL Midi-Pyrénées Toulouse
- Audits sanitaires 2012 - Suites données aux inspections (domaines végétal et animal) - Élaboration du référentiel
- Audits sanitaires 2012 - Certification à l'export (domaines végétal et animal) - Coordination
- Audits sanitaires 2012 - Certification à l'export (domaine vétérinaire) - DDPP Côtes d'Armor (22) Saint-Brieuc
- Audits sanitaires 2012 - Certification à l'export (domaine vétérinaire) - DDPP Landes (40) Mont de Marsan
- Audits sanitaires 2012 - Certification à l'export (domaine vétérinaire) - DDPP Val-de-Marne (94) Rungis
- Audits sanitaires 2012 - Certification à l'export (domaine vétérinaire) - DDPP Morbihan
- Audits sanitaires 2012 - Certification à l'export (domaine vétérinaire) - DDPP Loire-Atlantique (44) Nantes
- Audits sanitaires 2012 - Certification à l'export (domaine vétérinaire) - DDPP Saône-et-Loire (71)
- Audits sanitaires 2012 - Certification à l'export (domaine vétérinaire) - DDPP Maine-et-Loire (49) Angers
- Audits sanitaires 2012 - Certification à l'export (domaine vétérinaire) - DDPP Isère (38) Grenoble
- Audits sanitaires 2012 - Certification à l'export (domaine vétérinaire) - DDCSPP Vosges(88) Épinal
- Audits sanitaires 2012 - Certification à l'export (domaine phytosanitaire) - Pays de Loire
- Audits sanitaires 2012 - Certification à l'export (domaine phytosanitaire) - Bretagne
- Audits sanitaires 2012 - Certification à l'export (domaine phytosanitaire) - IDF Rungis
- Audits sanitaires 2012 - Certification à l'export (domaine phytosanitaire) - PACA
- Audits sanitaires 2012 - Certification à l'export (domaine phytosanitaire) - DRAAF/SRAL Franche-Comté
- Audits sanitaires 2012 - Certification à l'exportation dans les domaines vétérinaire et phytosanitaire : administration centrale (DGAL)
- Audits sanitaires 2012 - Certification à l'exportation dans les domaines vétérinaire et phytosanitaire : services déconcentrés (SRAL et DDCSPP)
- Audits 2010 - Sanitaire et Phytosanitaire - Contrôle d'une délégation de service public dans le domaine du transport des denrées alimentaires - CEMAFROID

Les missions temporaires

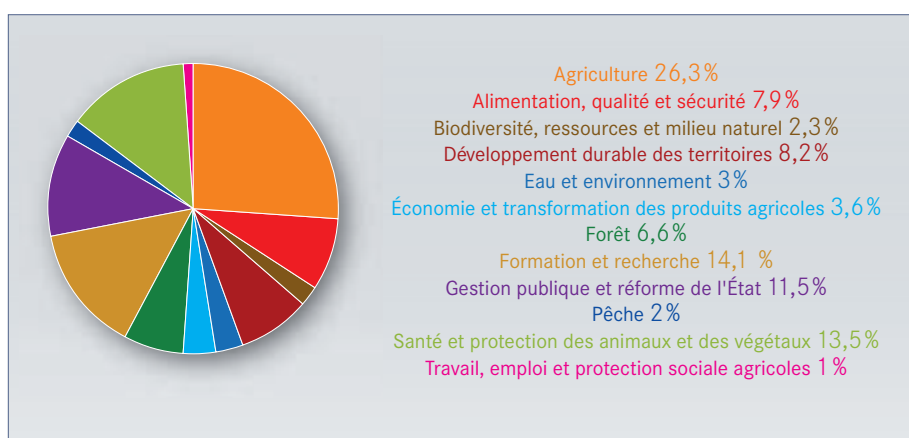
Sur les 122 missions temporaires pour lesquelles le Conseil général été sollicité, 64 ont été demandées directement par le Ministre en charge de l'agriculture, 34 par les directions générales du MAAF, 13 par auto-saisine du CGAAER, 3 par d'autres ministres, 4 par des organisations internationales et 2 par d'autres commanditaires.

15 de ces missions ont été réalisées conjointement avec un autre organisme d'inspection.

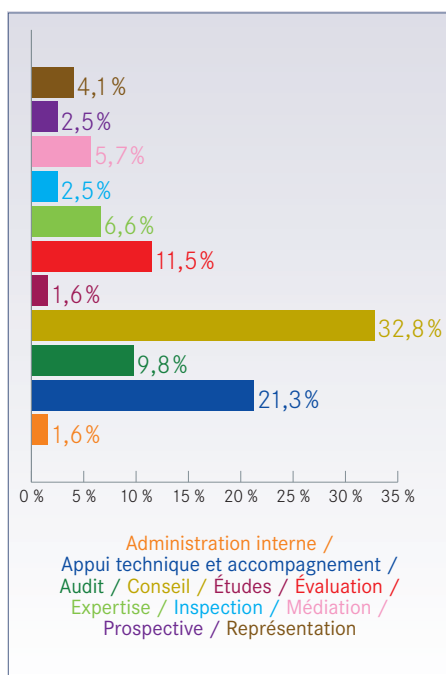
Nombre de missions en cours au 1 ^{er} janvier 2012	182
Nombre de missions nouvelles en 2012	122
Nombre total de missions temporaires actives en 2012	304

Domaine	Nb de missions
Agriculture	80
Alimentation, qualité et sécurité	24
Biodiversité, ressources et milieu naturel	7
Développement durable des territoires	25
Eau et environnement	9
Économie et transformation des produits agricoles	11
Forêt	20
Formation et recherche	43
Gestion publique et réforme de l'État	35
Pêche	6
Santé et protection des animaux et des végétaux	41
Travail, emploi et protection sociale agricoles	3

RÉPARTITION DES MISSIONS TEMPORAIRES PAR DOMAINE



NOMBRE DE MISSIONS NOUVELLES EN 2012 VENTILÉES PAR MÉTIER



Métier	Nb de Missions
Administration interne	2
Appui technique et accompagnement	26
Audit	12
Conseil	40
Études	2
Évaluation	14
Expertise	8
Inspection	3
Médiation	7
Prospective	3
Représentation	5

Liste des missions nouvelles en 2012 ne faisant pas l'objet de rapport du conseil général

◀ MISSIONS CGAAER SANS RAPPORT

DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
12039	Participation au groupe de travail franco-algérien sur l'agriculture à Alger le 30 janvier 2012	International	Représentation
12062	Médiation entre la Coopérative Laitière de Haute-Normandie (CLHN) et les transformateurs sous contrat.	National	Médiation
12086	Accompagnement de l'Association de Gestion et de Comptabilité de Corse du Sud (AGC 2A) dans la procédure de règlement de sa dette sociale	National	Appui technique et accompagnement
12093	Expertise du projet de valorisation des excédents d'azote par la culture de macroalgues en Bretagne	National	Expertise
12109	Mission du 21 au 26 juillet au Burkina Faso dans le cadre du programme Jatropha financé par le FFEM	International	Appui technique et accompagnement
12143	Expert chargé de co-animer l'atelier des États Généraux d'Interbev consacré au renouvellement des générations	Outremer	Appui technique et accompagnement
12149	Participation aux groupes de travail sur le développement des secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire en Outre-mer	Outremer	Conseil

DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
12041	Participation à une mission sur le développement rural en Roumanie les 29 et 30 mars 2012	Européen	Représentation

DANS LE DOMAINE DE L'ALIMENTATION, DE LA QUALITÉ ET DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
12040	Chef de la délégation française à la réunion préparatoire du 5 et 6 février 2012 à Alger de la conférence ministérielle 5+5 sur la sécurité alimentaire	International	Représentation
12070	Représentation française à la réunion du Comité ISO TC 34 à Nairobi	International	Représentation
12071	Participation au groupe de normalisation UN/CEFACT des échanges de données informatiques des laboratoires (EDI) à Genève le 17 avril	International	Représentation

DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION DES ANIMAUX ET DES VÉGÉTAUX

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
12038	Jumelage phytosanitaire en Ukraine	International	Appui technique et accompagnement
12103	Appui à la Fédération Française d'Équitation (FFE) sur les procédures de lutte contre le dopage	National	Appui technique et accompagnement

DANS LE DOMAINE DE L'ÉCONOMIE ET DE LA TRANSFORMATION DES PRODUITS AGRICOLES

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
12061	Médiation dans le conflit opposant Terra Lacta et ses producteurs de lait de chèvre	National	Médiation
12087	Groupe de pilotage et d'organisation du colloque du CGAAER sur les enjeux et les filières de la bio-masse et de la bio-économie	National	Administration interne

DANS LE DOMAINE DE LA GESTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ÉTAT

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
12067	Appui à la DGAL pour l'élaboration de son plan stratégique pour la période 2013-2015	National	Appui technique et accompagnement

◀ AUTRES MISSIONS AUXQUELLES LE CGAAER A APPORTÉ SON APPUI

DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
12165	Participation à la mission interministérielle pour conforter les initiatives en faveur de la bio diversité et de la préservation des terres agricoles liées au projet Notre-Dame-des-landes	National	Conseil

DANS LE DOMAINE DE L'ÉCONOMIE ET DE LA TRANSFORMATION DES PRODUITS AGRICOLES

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
12156	Mission d'appui auprès du Délégué Interministériel aux industries agroalimentaires et à l'agro-industrie sur l'avenir de la filière porcine	National	Appui technique et accompagnement

Liste des missions nouvelles débutées en 2012 pour un rapport ultérieur

DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
12016	Médiation pour appuyer les acteurs locaux dans la recherche de solutions suite à la liquidation judiciaire de la société Forez Fourme	National	Médiation
12021	Participation en qualité de chef de projet au projet de jumelage en Macédoine sur les indications géographiques et l'agriculture biologique	Européen	Appui technique et accompagnement
12036	Bilan de la mise en œuvre des accords de modération des marges de distribution des fruits et légumes frais	National	Évaluation
12042	Modernisation du Marché d'intérêt national (MIN) de Châteaurenard, mise en valeur des produits du secteur des fruits et légumes de la Provence et organisation des producteurs autour du MIN	National	Conseil
12057	Étude d'impact de la proposition de la Commission européenne de suppression de la plupart des dispositions concernant le marché du sucre, et notamment celle des quotas de sucre au terme de la campagne 2014/2015	National	Études
12064	Évaluation des mesures mises en place par la loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 pour faciliter la transmission des exploitations et le portage des facteurs de production par des capitaux extérieurs	National	Évaluation
12082	Mission de médiation pour la filière laitière caprine	National	Médiation
12085	Prolongation de la mission évaluation in itinere du Plan de performance énergétique (PPE) des exploitations agricoles 2009-2013	National	Évaluation
12095	Homologation des digestats issus de méthanisation agricole en Bretagne	National	Conseil
12112	Évaluation du plan de développement de l'agriculture biologique	National	Évaluation
12116	Mission d'appui à l'Institut International du Froid	National	Appui technique et accompagnement
12119	Financement du portage des terres agricoles	National	Conseil
12130	Mission d'expertise et de conseil sur les cas d'agriculteurs n'ayant pas pu bénéficier de la revalorisation de leurs DPU suite au bilan de santé de la PAC.	National	Conseil
12132	Groupe de travail interne pour la préparation du projet de Loi d'Avenir : Approche Groupement d'intérêt écologique et économique (GIEE)	National	Conseil
12137	Groupe de travail interne pour la préparation du projet de Loi d'Avenir : Contractualisation et organisation économique	National	Conseil
12141	Médiation dans le différend qui oppose des exploitants agricoles de Mayenne et l'entreprise APROCHIM sur des demandes d'indemnisation suite à une pollution survenue en janvier 2011	National	Médiation
12151	Mission d'appui à la mission de Marion Guillou sur les bonnes pratiques agricoles	National	Appui technique et accompagnement
12154	Analyse des dispositifs envisageables pour la structuration des activités liées aux ressources génétiques végétales	National	Conseil
12155	Accompagnement du plan abattoirs de la DGPAAT	National	Appui technique et accompagnement
12159	Mission de coordination du plan de développement durable de l'apiculture en France	National	Expertise
12161	Mission d'appui auprès du Délégué Interministériel aux industries agroalimentaires et à l'agro-industrie sur l'avenir de la filière avicole française	National	Appui technique et accompagnement

DANS LE DOMAINE DE LA FORÊT

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
12053	Rédaction d'un guide pratique présentant les nouvelles dispositions pénales limitant le champ des infractions forestières et supprimant certains particularismes du droit pénal applicable en matière forestière	National	Conseil
12078	Évaluation du volet mobilisation des bois de Chablis mis en œuvre dans le cadre du plan de solidarité nationale consécutif aux dégâts de la tempête KLAUS	National	Évaluation
12098	Évaluation de l'opération interministérielle A l'Ecole de la forêt	National	Évaluation
12115	Programme de travail 2012 de la quatrième section du CGAAER : les orientations régionales forestières	National	Évaluation
12122	Programme de travail 2012 de la quatrième section du CGAAER : lettre de cadrage CGAAER 2012 sur les déterminants de la compétitivité des filières forêt bois allemande et espagnole	National	Conseil
12136	Groupe de travail interne pour la préparation du projet de Loi d'Avenir : Forêts	National	Conseil
12158	Expertise pour l'élaboration de plans d'aménagement forestier au Burundi	International	Appui technique et accompagnement
12160	Préparation du volet forêt de la loi d'avenir	National	Conseil
12163	Création d'un fonds bois carbone et d'un comité national de la filière bois	National	Conseil

DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
12076	Évaluation du protocole technique d'intervention sur les spécimens de loups	National	Évaluation
12134	Groupe de travail interne pour la préparation du projet de Loi d'Avenir : Foncier, installation, renouvellement des générations	National	Conseil
12147	MMAI - Audit portant sur les suites des contrôles des aides FEADER (hors SIGC)	National	Audit
12153	Évaluation des dispositions visant à l'information préventive des citoyens vis-à-vis des risques auxquels ils peuvent être exposés	National	Évaluation
12157	Mission Causses-Cévennes. Classement UNESCO sur la thématique de l'agro-pastoralisme	National	Appui technique et accompagnement

DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
12043	Mission de synthèse sur l'ensemble des travaux d'évaluation conduits sur la mise en œuvre des actions sur le financement du CASDAR	National	Évaluation
12044	Groupe de travail sur l'analyse des besoins, le repérage des processus de l'innovation et de nouvelles formes de conseil en agriculture	National	Conseil
12045	Mission sur le rôle des exploitations des établissements d'enseignement agricole comme plates-formes de diffusion des innovations	National	Conseil
12046	État des lieux des écoles doctorales	National	Conseil
12047	Mission sur la diversification des accès à l'enseignement supérieur agricole	National	Conseil
12048	Mission de comparaison de l'enseignement agricole avec d'autres systèmes de formation professionnelle	National	Conseil
12073	Audit du système national d'appui (SNA)	National	Audit
12104	Participation, en qualité de chef de projet, à la préparation de la réponse à une offre de jumelage de l'Égypte visant à appuyer la réforme du cadre législatif et institutionnel du Centre de recherche Agricole	International	Appui technique et accompagnement
12108	Appui, conjoint avec l'inspection de l'enseignement agricole, au redressement financier de l'ENVA	National	Appui technique et accompagnement
12120	Projet de mission sur le déploiement industriel des nanotechnologies et de la biologie de synthèse sur les territoires	National	Prospective
12123	Mission relative à l'antenne de l'École nationale supérieure de paysage de Versailles (ENSP) à Marseille	National	Conseil
12126	Audits 2012 - Audit de l'école nationale vétérinaire de Maisons Alfort (ENVA)	National	Audit
12135	Groupe de travail interne pour la préparation du projet de Loi d'Avenir : Formation, promotion sociale, développement, enseignement, recherche	National	Conseil

DANS LE DOMAINE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE AGRICOLES

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
12114	Perspectives d'évolution des missions de la ferme expérimentale de Grignon	National	Appui technique et accompagnement
12117	Retraite des vétérinaires sanitaires	National	Appui technique et accompagnement
12139	Dispositif expérimental d'accompagnement et de formation pour les agriculteurs en difficulté de Haute-Loire (DEAFAD)	National	Appui technique et accompagnement

DANS LE DOMAINE DE L'ALIMENTATION, DE LA QUALITÉ ET DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
12063	Suivi des engagements pris dans le cadre du classement du repas gastronomique des Français au patrimoine culturel immatériel de l'humanité	National	Conseil
12072	Mission d'appui et d'expertise du programme national pour l'alimentation (PNA)	National	Appui technique et accompagnement
12107	Définition de la stratégie sanitaire en filière aquacole	National	Conseil
12133	Groupe de travail interne pour la préparation du projet de Loi d'Avenir : Alimentation et agroalimentaire	National	Conseil
12145	MMAI - Audit des contrôles officiels menés en abattoirs de boucherie sur les processus mis en place par les responsables d'abattoirs pour prévenir le risque E. coli (STEC)	National	Audit
12146	MMAI - Audit portant sur l'inspection du plan de maîtrise sanitaire (PMS) dans les établissements de transformation des viandes	National	Audit
12150	Mission d'appui et d'expertise du Programme National pour l'Alimentation (PNA)	National	Expertise

DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION DES ANIMAUX ET DES VÉGÉTAUX

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
12023	Demande d'enquête administrative au poste d'inspection frontalier de Roissy CDG	National	Inspection
12084	Plans d'intervention sanitaire et d'urgence	National	Appui technique et accompagnement
12118	Mission d'inspection générale relative à la certification export de certains sous-produits	National	Inspection
12128	État de mise en œuvre du dispositif d'identification électronique des petits ruminants et des financements correspondants, dans la perspective de l'arrêt des financements en 2013	National	Audit
12140	Appui à L'OIE pour la législation vétérinaire en Mauritanie	International	Appui technique et accompagnement
12152	Opportunité, faisabilité technique, tant sur le plan informatique que financier, et le coût de la délégation à l'échelon régional de la gestion de la prophylaxie porcine	National	Conseil
12162	Mission d'appui en Nouvelle-Calédonie sur la mise en œuvre d'une nouvelle réglementation sur les produits phytosanitaires à usage agricole	Outremer	Appui technique et accompagnement
12164	Bilan, sur les plans sanitaire et économique, et analyse du dispositif de lutte mis en œuvre sur l'agent causal de la maladie de la Sharka	National	Conseil

DANS LE DOMAINE DE L'EAU ET ENVIRONNEMENT

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
12079	Étude de parangonnage des dispositifs visant la protection de l'eau, relevant de la mesure 214 du règlement de développement rural 2007-2013	Européen	Études
12125	Mobilisation des eaux du Rhône pour les départements du Vaucluse, de la Drôme et des Bouches-du-Rhône	National	Conseil

DANS LE DOMAINE DE LA BIODIVERSITÉ, DES RESSOURCES ET DU MILIEU NATUREL

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
12068	Parc National des Écrins	National	Audit
12101	Articulation des Plans Grands Fleuves avec les futurs plans de gestion des risques d'inondation	National	Conseil
12148	Audit de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS)	National	Audit
12077	Appui à la mission de médiation entre les producteurs de camembert de Normandie et recherche d'une solution de valorisation économique pérenne	National	Médiation

DANS LE DOMAINE DE L'ÉCONOMIE ET DE LA TRANSFORMATION DES PRODUITS AGRICOLES

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
12077	Appui à la mission de médiation entre les producteurs de camembert de Normandie et recherche d'une solution de valorisation économique pérenne.	National	Médiation
12099	Pilotage de la cellule d'appui à la filière avicole et mission de suivi des difficultés de l'entreprise Doux	National	Appui technique et accompagnement

DANS LE DOMAINE DE LA GESTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
12081	Valorisation du patrimoine culturel du ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la ruralité et de l'aménagement du territoire	National	Conseil
12083	Mission évaluation ex-post des programmes de financement de certaines dépenses de modernisation dans le secteur des serres maraîchères et horticoles	National	Évaluation
12106	Audit comptable et financier suivi de l'audit analyses vétérinaires	National	Audit
12111	Appui à la fusion des quatre corps d'ingénieurs des travaux du MEDDE et du MAAF	National	Appui technique et accompagnement
12121	Audit du projet de raccordement du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la forêt à l'Opérateur National de Paye	National	Audit
12127	Groupe de travail chargé de l'élaboration du référentiel pour les missions d'inspection relatives à des situations individuelles	National	Inspection
12131	Groupe de travail interne pour la préparation du projet de Loi d'Avenir : Analyse d'ensemble et bilan sur les travaux législatifs conduits depuis les années 60 dans les domaines de la Loi d'Avenir	National	Conseil
12138	Réalisation du rapport d'activité 2012 du CGAAER et mise en forme du programme de travail pour 2013	National	Administration interne
12142	Groupe préparatoire au projet stratégique du CGAAER	National	Prospective

Les missions de jurys

A l'instar de l'Inspection générale de l'éducation nationale (IGEN) et de l'Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale (IGAENR), des membres du CGAAER assurent la présidence de divers jurys d'examen et concours pour asseoir l'autorité académique du MAAF, notamment pour les diplômes de l'enseignement supérieur privé et pour les jurys nationaux du BTSA.

En 2012, le Conseil général a assuré :

- 11 présidences d'entrée ou de sortie d'écoles d'ingénieurs et d'inspecteurs de la santé publique vétérinaire,
- 16 présidences de jury BTSA,
- 34 présidences de jury de recrutement pour l'encadrement et les corps d'enseignants de l'enseignement technique, et présidences ou participations à des jurys d'autres recrutements dans la fonction publique d'État.

Soit un total de **61 présidences**.

Par ailleurs, des participations comme membres de jury sont également effectuées, comme figurant dans le tableau ci-dessous.

N° Mission	Libellé
12001	Jurys BTSA 2012
	Productions animales
	Technologies végétales
	Analyse et conduite des systèmes d'exploitation
	Technico-commercial
	Productions horticoles
	Aménagements paysagers
	Génie des équipements agricoles
	Gestion forestière
	Viticulture - œnologie
	Gestion et protection de la nature
	Gestion et maîtrise de l'eau
	ANABIOTEC
	Science et technologies des produits alimentaires
	Productions aquacoles
	Service en espace rural
Développement agricole des régions chaudes	
12002	Jurys CAPESA 2012
12003	Jurys CAPETA 2012
	Présidence du jury CAPETA 2012 - Sciences et technologies des agro-équipements et des aménagements hydrauliques : B équipements des aménagements hydrauliques
12004	Jurys PLPA 2012
	Jury PLPA 2012 - Biologie-Écologie
	Jury PLPA 2012 - Sciences et technologies des agro-équipements et des équipements d'aménagements hydrauliques
	Jury PLPA 2012 - Sciences et techniques des aménagements de l'espace - A aménagements paysagers
	Jury PLPA 2012 - Chefs de travaux : A exploitation agricole, productions végétales dominantes
12005	Jury chefs de travaux 2012
	Jury chefs de travaux 2012 - A exploitation agricole productions végétales dominantes
	Jury chefs de travaux 2012 - B exploitations agricoles productions animales dominantes
12006	Jury conseillers principaux d'éducation (CPE) 2012
	Jury conseillers principaux d'éducation (CPE) 2012 - Concours externe de recrutement de conseillers principaux d'éducation
	Jury conseillers principaux d'éducation (CPE) 2012 - Présidence de jury de l'examen de qualification professionnelle des CPE
12007	Autres examens professionnels 2012 de l'enseignement agricole
	Recrutement d'enseignants stagiaires handicapés
	Accès de travailleurs handicapés aux corps des PCEA et PLPA
	Examen de qualification professionnelle des PCEA
	Certificat d'aptitude des PLPA
	Examen de qualification professionnelle des 4ème et 2ème catégories de l'enseignement privé
	Examen de qualification professionnelle pour les maisons familiales rurales
12008	Jurys de recrutement des personnels de direction 2012 (éducation nationale) : membres de jury
	Jurys de recrutement des personnels de direction 2012 (éducation nationale) : étude de dossiers et entretiens
	concours de recrutement 1ère classe

N° Mission	Libellé
12009	Jury : liste d'aptitude aux fonctions de direction 2012 (Enseignement agricole)
	Jurys de direction : commission de sélection des dossiers: deuxième niveau (membre)
	Directeurs d'EPL : Entretiens
	Directeurs de CFA et CFPPA : Entretiens
	Directeurs d'Exploitations et ateliers technologiques : Entretiens
12010	Commissions de recrutement des inspecteurs de l'enseignement agricole 2012
	Animation et Développement rural
	ESA ANGERS
	LASALLE BEAUVAIS
	ISA LILLE
	ESA PURPAN
	ISARA LYON
	ESITPA MONT St-AIGNAN
ESB NANTES (suppléant)	
12012	Présidences et participation à divers jurys de concours hors enseignement agricole en 2012
	Concours de recrutement externe des IAE
	Concours interne des IAE
	Comité de sélection de la liste d'aptitude IPEF
	Concours interne d'entrée dans le corps des IPEF
	Épreuves orales d'entrée dans le corps des IPEF pour les candidats ENS
	Admissibilité externe des élèves fonctionnaires dans le corps des IPEF : rédaction et correction des épreuves écrites du concours, jury d'oral et admissibilité interne des IPEF
	Recrutement de techniciens du ministère de l'agriculture et de l'agroalimentaire
	Président du jury de concours de la banque d'épreuves G2E
	Présidence du jury concours d'entrée à l'ENGEES
	Concours de recrutement des inspecteurs de santé publique vétérinaire
	Contrôle des connaissances en vue d'exercer la médecine et la chirurgie pour les titulaires d'un diplôme en provenance d'un pays tiers
	Concours d'entrée ENGEES épreuve TIPE
	Présidence de la commission de recrutement des techniciens supérieurs des services par la voie contractuelle
	Jury de la formation qualifiante aux métiers de conseiller agricole
	Chef de centre d'insémination artificielle asine et équine
Examens professionnels de chef technicien et technicien principal	

Les missions de représentation

Dans un autre registre, les membres du Conseil général assurent également des missions de représentation extérieure à titre de représentants de l'État, du Ministre ou *intuitu personæ*, dans diverses structures : comités, observatoires et commissions de ministères, établissements publics (enseignement supérieur et recherche, notamment), instituts techniques, pôles de compétitivité, interprofessions et collectivités locales... Ils y exercent des fonctions d'administrateur, d'observateur, d'expert...

Organisme - Instance - Sous-groupe	Fonction
Ministère de l'économie et des finances - SG - Service de coordination à l'intelligence économique - Groupe 'Influence'	Vice-Président
Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie - Commission de certification des comptes des organismes payeurs	Membre
Premier ministre - Commission interministérielle de coordination des contrôles	Membre suppléant
Ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État - Comité interministériel d'audit des programmes	Membre
Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie - Commission de certification des comptes des organismes payeurs	Membre et Vice-Président
Premier ministre - Commission interministérielle de coordination des contrôles - FEP	Membre titulaire
Comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées - Section 'Arbres fruitiers'	Président de la section technique "arbres fruitiers"
Comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées - Section 'Tournesol, soja, ricin'	Président
Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie - Commission centrale des impôts directs - Section des bénéficiaires agricoles	Expert
Direction Générale des Politiques Agricole, Agroalimentaire et des Territoires - Commission de recours sur le désendettement social des agriculteurs	Président
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt - Comité national de gestion des risques en agriculture	Membre suppléant
Comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées - Section 'Arbres fruitiers'	Président
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt - Conseil Stratégique de l'agriculture et de l'agro-industrie durables	Membre
Comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées - Section 'Lin et chanvre'	Président de la section technique
Organisation internationale de la vigne et du vin - Groupe d'expert 'Droit et information du consommateur'	Vice-Président
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt - Comité national de gestion des risques en agriculture	Membre titulaire
Institut Technique du Lait et des Produits Laitiers - Conseil scientifique	Membre
Pôle de compétitivité INNOVIANDES - Institution	Correspondant interministériel
Pôle de compétitivité Céréales Vallée - Institution	Correspondant interministériel
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt - Fonds d'intervention stratégique des industries agroalimentaires - Comité de sélection des projets industriels	Membre
CEMAFROID - Conseil d'administration	Président
FranceAgriMer - Comité 'Biocarburants et biomasse'	Membre
Autorité de régulation des jeux en ligne - Collège	Membre
GIPSA - Conseil d'Administration	Commissaire du gouvernement
Pôle Européen d'Innovation Fruits et Légumes - Institution	Correspondant interministériel
Pôle de compétitivité Q@LI-MEDiterranée - Institution	Correspondant interministériel
Établissement Public des Haras nationaux - Conseil d'administration	Administrateur
Institut National de la Recherche Agronomique - Conseil scientifique du département de génétique animale	Membre
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt - Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires	Membre
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt - Médiateur des relations commerciales agricoles	Médiateur délégué
Pôle de compétitivité Végépolis - Institution	Correspondant interministériel
Comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées - Section 'Pomme de terre'	Présidente de la section technique
Ministère des affaires sociales et de la santé - Observatoire national de la démographie des vétérinaires	Membre
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie - Comité d'Orientation pour des Pratiques agricoles respectueuses de l'Environnement (COPERN) - Groupe Pratiques phytosanitaires	Président
Direction Générale de l'Alimentation - Observatoire de la qualité des aliments	Président

Organisme - Instance - Sous-groupe	Fonction
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt - Observatoire de l'alimentation	Président
Pôle de compétitivité Qualitropic - Institution	Correspondant interministériel
Direction Générale de l'Alimentation - Comité consultatif de la santé et de la protection animale	Membre
Centre National Interprofessionnel de l'Économie Laitière - Observatoire CNIEL des habitudes alimentaires - Conseil scientifique	Membre
Direction Générale de l'Alimentation - Conseil national du froid	Membre
Premier ministre - Délégué Interministériel à la lutte contre la grippe aviaire	Chargé de mission
Organisation Mondiale de la Santé Animale - OIE - Service des Relations Internationales	Chargé de mission 'Législation'
Ministère des affaires sociales et de la santé - Observatoire national de la démographie des vétérinaires	Membre
Association pour Étude Épidémiologie Maladies animales - Conseil d'administration	Trésorier
Laboratoire de contrôle des reproducteurs - Conseil d'orientation scientifique et technique	Membre
Ministère des affaires sociales et de la santé - Observatoire national de la démographie des vétérinaires	Membre du Comité d'orientation
PULVES GIP - Conseil d'administration	Président
Ministère de l'économie et des finances - Conseil national du tourisme	Membre
Fédération des parcs naturels régionaux - Conseil scientifique	Membre
Fondation Total pour la biodiversité - Conseil d'administration	Administrateur
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie - Conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité	Membre
Office national de l'eau et des milieux aquatiques - Conseil scientifique	Membre
Commission nationale du débat public - Commission nationale du débat public	Membre
Autorité de Sureté Nucléaire - CODIRPA - Comité Directeur pour la gestion de la phase post-accidentelle - GT2 - Alimentation - Agriculture	Membre
Parc National des Pyrénées - Conseil d'administration	Administrateur
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt - Commission nationale de la certification environnementale	Président
Comité professionnel de développement des industries françaises de l'ameublement et du bois - Conseil d'administration	Membre
Météo-France - Conseil d'administration	Administrateur
Établissement public d'aménagement de la plaine du Var - Conseil d'administration	Administrateur
GIP ITER - Val de Durance - Conseil d'administration	Commissaire du Gouvernement
IRSTEA - Commission 'Territoires'	Membre
CG Alimentation, Agriculture et Espaces Ruraux - Comité CGAAER-EFE-Ministère - Groupe de travail 'Eaux tièdes'	Membre
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie - Comité technique de l'électricité	Membre suppléant
CN pour la Sécurité des Usagers de l'Électricité - Institution	Membre
Commission nationale du débat public - Commission nationale du débat public	Coordonnateur
Institut Technologique FCBA - Conseil d'administration	Membre
Inventaire Forestier National - Conseil d'administration	Administrateur
Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie - Groupe interministériel des normes	Chargé du suivi des projets de normes
Centre National Professionnel de la Propriété Forestière - Groupe de propositions	Membre
Direction Générale des Politiques Agricole, Agroalimentaire et des Territoires - Commission permanente de l'opération 'A l'école de la Forêt'	Représentant
Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche - Comité de suivi des chefs de projet en EPLEFPA	Membre
Fédération nationale des centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural - Institution	Membre
Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche - Comité d'évaluation des projets du CASDAR	Membre
Secrétariat Général du MAAF - Observatoire des missions et des métiers	Représentant du CGAAER au conseil d'orientation de l'OMM
Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche - Comité d'évaluation des projets du CASDAR	Membre
Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche - Comité de suivi des chefs de projet en EPLEFPA	Membre
AgroParisTech - Conseil scientifique	Membre
Agropolis Fondation - Comité scientifique	Membre
CIRAD - Conseil scientifique	Membre
Consortium Agriculture, Alimentation, Santé animale & Environnement - Comité d'orientation stratégique	Président
Agence Nationale de la Recherche - Comité scientifique 'Environnement et développement durable'	Président
Académie des Technologies - Institution	Membre
Secrétariat Général du MAAF - Observatoire des missions et des métiers - CoPil 'Métier du MAAPRAT' dans le champ communautaire'	Président
Mouvement rural de la jeunesse chrétienne - Conseil d'administration	Membre
Secrétariat Général du MAAF - Observatoire des missions et des métiers - Conseil d'orientation	Membre
École supérieure du bois - Conseil d'administration	Représentant
IRSTEA - Commission 'Territoires'	Membre suppléant
Agropolis Fondation - Comité scientifique	Représentant

Organisme - Instance - Sous-groupe	Fonction
Montpellier SupAgro - Comité de direction de la chaire UNESCO "Alimentation du Monde"	Membre du comité de direction de la chaire UNESCO "alimentation du Monde"
Institut national des sciences et techniques nucléaires - Conseil d'enseignement	Membre
I.N. formation personnels Ministère Agriculture - Conseil d'administration	Membre
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt - Commission nationale d'amélioration génétique - Commission générale	Membre suppléant
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt - Commission nationale d'amélioration génétique - Comité consultatif pour l'espèce bovine	Membre
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt - Commission nationale d'amélioration génétique - Comité consultatif pour les espèces ovine et caprine	Membre
Pôle de compétitivité Vitagora - Institution	Correspondant interministériel
École Nationale des Services Vétérinaires - Conseil d'administration	Membre
CIRAD - Conseil scientifique	Président
Consortium Agriculture, Alimentation, Santé animale & Environnement - Comité d'orientation stratégique	Membre
Fédération nationale des centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural - Institution	Membre
Secrétariat Général du MAAF - Comité national d'orientation de la formation professionnelle du MAAPRAT	Membre
AgroParisTech - ENGREF - Conseil d'Administration	Administrateur
AgroParisTech - ENGREF - Comité d'orientation et de validation de la formation des IPEF	Membre suppléant
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie - Comité de pilotage des métiers de la croissance verte	Membre
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie - Comité de domaine 'agriculture, forêt, paysage et agroalimentaire' des métiers de la croissance verte	Président
I.N. formation personnels Ministère Agriculture - Conseil d'administration	Président
Premier ministre - Commissariat général aux investissements - comité de sélection	Membre
Secrétariat Général du MAAF - Observatoire des missions et des métiers - Conseil d'orientation	Président
ENFA - Conseil d'Administration	Administrateur
Premier ministre - Conseil Supérieur de la Fonction Publique - Commission de la formation professionnelle	Membre suppléant
Secrétariat Général du MAAF - Observatoire des missions et des métiers - Conseil d'orientation	Président
Institut National de la Recherche Agronomique - Mission d'audit interne et d'inspection	Membre
Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche - Comité d'évaluation des projets du CASDAR	Membre
TRAME - Réseaux et Centre de ressources agricole et rural - Conseil d'administration	Membre
Service de France remplacement - Conseil d'administration	Représentant
Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche - Comité d'évaluation des projets du CASDAR	Président
IRSTEA - Commission 'Appui à la recherche'	Membre
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt - Commission nationale d'amélioration génétique - Comité consultatif pour les espèces équine et asines	Membre
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt - Commission nationale d'amélioration génétique - Comité consultatif pour les espèces porcine, les lapins, les volailles et les espèces élevées dans des exploitations aquacoles	Membre
Maison des industries agricoles et alimentaires - Conseil d'administration	Membre
École Nationale Vétérinaire d'Alfort - Conseil d'administration	Membre
Association nationale pour la formation et la recherche par l'alternance - Institution	Membre
Secrétariat Général du MAAF - Observatoire des missions et des métiers	Président du comité de pilotage de l'OMM
École nationale supérieure d'architecture de Versailles - Conseil d'administration	Président
Secrétariat Général du MAAF - Mission 'Simplifions'	Membre
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt - Commission spécialisée 'Terminologie et néologie'	Membre



GLOSSAIRE DES **SIGLES**

Palox dans un hangar agricole.
Nouveau modèle de production illustrant
la démarche « agricultures : produisons
autrement ».



GLOSSAIRE DES SIGLES

ACTA : Association de coordination technique agricole

AERES : Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur

AFD : Agence française de développement

ANSGAEC : Association nationale GAEC & Société

APCA : Assemblée permanente des chambres d'agriculture

APRODEMA : Association professionnelle de développement de l'enseignement du machinisme agricole et de l'agroéquipement

ASP : Agence de services et de paiement

AXELERA : Pôle de compétitivité chimie et environnement Rhône-Alpes

CAPA : Certificat d'aptitude professionnelle agricole
CASDAR : Compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»

CETIOM : Centre technique interprofessionnelle des oléagineux métropolitains

CGAAER : Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture, de la pêche et des espaces ruraux

CGEDD : Conseil général de l'environnement et du développement durable

CGEIET : Conseil général de l'économie de l'industrie de l'énergie et des technologies

CIHEAM : Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes

CIOM : Comité interministériel de l'Outre-mer

COMAI : Comité ministériel d'audit interne

CPCM : Centre de prestation comptable mutualisée

DCE : Directive cadre sur l'eau

DDCSPP : Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations

DDFIP : Direction départementale des finances publiques

DDI : Direction départementale interministérielle

DDT : Direction départementale des territoires

DGAL : Direction générale de l'alimentation

DGER : Direction générale de l'enseignement et de la recherche

DGPAAT : Direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et du territoire

DPMA : Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture

DPU : Droit à paiement unique

DRAAF : Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

DREAL : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

DRFIP : Direction régionale des finances publiques

EARL : Exploitation agricole à responsabilité limitée

EPL : Etablissement public local

ERU : Directive sur le traitement des eaux résiduaires urbaines

FAM : FanceAgriMer

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FEADER : Fonds européen agricole pour le développement rural

FEAGA : Fonds européen agricole pour le développement rural

FEDER : Fonds européen de développement régional

FEP : Fonds européen pour la pêche

FFEM : Fonds français pour l'environnement mondial

FSE : Fonds social européen

GIEE : Groupement d'intérêt économique et écologique

IAA : Industrie agroalimentaire

ICPE : Installations classées pour la protection de l'environnement

IGAENR : Inspection générale de l'éducation nationale et de la recherche

IGF : Inspection générale des finances

INRA : Institut national de recherche agronomique

ITAVI : Institut technique de l'aviculture

MIGA : Mission permanente d'inspection générale et d'audit

ODARC : Office du développement agricole et rural de Corse

ODEADOM : Office de développement de l'économie agricole de l'Outre mer

OIE : Organisation mondiale de la santé animale

PAC : Politique agricole commune

POSEI : Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité

RMT : Réseau mixte technologique

SDAGE : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux

SRAL : Service régional de l'alimentation

UNCPIE : Union nationale des centres permanents d'initiatives pour l'environnement

CGAAER - 251, rue de Vaugirard - 75732 Paris cedex 15

Tél. : 33(0)1 49 55 56 68 / Fax : 33(0)1 49 55 80 70 / Mel : cgaer@agriculture.gouv.fr

ISSN : 2103 - 4079

Crédit photos : photothèque/min.agri.fr – Thinkstock.fr

www.agriculture.gouv.fr www.alimentation.gouv.fr www.territoires.gouv.fr



CGAAER

CONSEIL GÉNÉRAL
DE L'ALIMENTATION
DE L'AGRICULTURE
ET DES ESPACES RURAUX
